Nations Unies

S/PV.7777*



Conseil de sécurité

Soixante et onzième année

Provisoire

7777e séance

Dimanche 25 septembre 2016, à 11 heures

New York

Président : Mme Schwalger . . . . (Nouvelle-Zélande)

Membres :

Angola	M. Lucas
Chine	M. Liu Jieyi
Égypte	M. Aboulatta
Espagne	M. Oyarzun Marchesi
États-Unis d'Amérique	Mme Power
Fédération de Russie	M. Churkin
France	M. Delattre
Japon	M. Okamura
Malaisie	M. Ibrahim
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Rycroft
Sénégal	M. Seck
Ukraine	M. Yelchenko
Uruguay	M. Rosselli
Venezuela (République bolivarienne du)	M. Ramírez Carreño

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

* Nouvelle publication pour raisons techniques

16-29804* (F)







La séance est ouverte à 11 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire, j'invite M. Staffan de Mistura, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. De Mistura.

M. De Mistura (*parle en anglais*) : Comme le Secrétaire général l'a dit, la Syrie et, en particulier, la population d'Alep vivent effectivement des journées effroyables. La semaine écoulée compte parmi les pires vécues en Syrie en près de six ans de conflit dévastateur. Au début de la semaine, j'ai déploré vivement le fait que la réunion du Groupe international de soutien pour la Syrie (GISS) n'ait pas donné les résultats que nous espérions, et en fait a eu issue qui a mis en péril l'accord conclu à Genève par les deux coprésidents le 9 septembre, lequel, nous le croyions et continuions de le croire, devait relancer le concept de cessation des hostilités et son application.

Au moment où se tenait la réunion du GISS, que des informations faisaient état d'une offensive lancée par le Gouvernement syrien dans l'est de la ville d'Alep, qui est maintenant assiégée de facto. Elle faisait suite à deux évènements tragiques sans rapport l'un avec l'autre, mais aggravants. L'un d'entre eux est l'incident survenu à Deir el-Zor, et le second l'attaque d'un convoi humanitaire. Je ne peux que réitérer la préoccupation exprimée par le Secrétaire général au sujet du premier incident, dont les États-Unis ont reconnu qu'il s'agissait d'une erreur tragique, et notre indignation commune profonde au sujet de l'attaque meurtrière commise contre le convoi humanitaire. Mais aucun incident, qu'on puisse ou non en attribuer la paternité, ne justifie ce qui est en train de se passer sous nos yeux, à savoir la réduction à néant de l'accord de cessation des hostilités et le déchaînement simultané d'une violence militaire sans précédent, qui touche également des civils innocents.

Rappelons brièvement que, suite à l'annonce, le 9 septembre, de l'accord entre la Fédération de Russie et les États-Unis, accord compliqué qui a pris beaucoup de temps à élaborer et nécessité de longues discussions se prolongeant tard le soir et dans la nuit, l'accord renouvelé de cessation des hostilités qui est entré en vigueur trois jours plus tard a en effet permis de réduire la violence. Même Alep a pu voir une diminution des activités militaires. Nous avons ainsi appris que des familles sortaient des abris et de leurs maisons pour fêter l'Eïd dans les rues. La population commençait à être prudemment optimiste. Il y avait encore des pilonnages sporadiques à l'intérieur de la ville et quelques frappes aériennes dans la campagne, mais à un degré réduit.

Et puis, le 18 septembre, les frappes aériennes ont repris à Alep, dont cinq districts ont été frappés, semble-t-il par cinq frappes aériennes sévères. Lorsque le Gouvernement a unilatéralement décrété la fin de la cessation des hostilités, le 19 septembre, ont commencé de nous parvenir des informations faisant état du recours à des barils d'explosifs et à des frappes aériennes dans l'est d'Alep où, je tiens à le rappeler à chacun, 275 000 personnes se trouvent actuellement de facto prises au piège. Il est vrai qu'il y a 1,6 million de personnes dans l'autre partie d'Alep, mais elles ne sont pas isolées comme celles qui se trouvent dans l'est de la ville. Quelques minutes à peine après l'annonce du Gouvernement, notre propre équipe à Alep a clairement entendu le bruit du pilonnage et du bombardement qui commençaient. Elle se trouvait sur place parce que nous l'y avions envoyée accompagner et assister le convoi de camions censé quitter la Turquie afin d'atteindre l'est d'Alep par la route du Castello.

Comme le Secrétaire général l'a dit dans son compte-rendu au Conseil, il y a eu, le soir du 19 septembre, une horrible attaque contre un convoi humanitaire se rendant à Ouroum el-Koubra, qui a fait 20 morts parmi les travailleurs humanitaires et chauffeurs syriens, y compris le chef d'équipe, et détruit 18 camions sur 31, pourtant clairement signalisés. Nous avons condamné cette attaque dans les termes les plus énergiques, tout comme de nombreux membres autour de cette table, nous avons présenté nos condoléances et avons demandé que soit ouverte une enquête et que soient établies les responsabilités de cet acte.

Depuis ce jour fatidique, nous avons vu se dégrader la situation dans l'est d'Alep, qui a atteint de nouveaux sommets dans l'horreur. Au milieu des frappes aériennes intensives signalées vendredi, suite à l'annonce du début

d’une offensive du Gouvernement – annonce faite par le Gouvernement lui-même –, les habitants de l’est d’Alep, contrôlé par l’opposition, ont même supprimé d'eux-mêmes leur journée de prières du vendredi. Les informations reçues du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme indiquent que des dizaines de frappes aériennes ont eu lieu vendredi et samedi, qui ont touché des immeubles résidentiels dans toute la zone de l’est d’Alep assiégée de facto, faisant un grand nombre de morts et de blessés parmi les civils, y compris de nombreux enfants.

Les premiers intervenants apparaissent débordés et incapables d’intervenir sur nombre des sites concernés. Nous avons pris connaissance de rapports indiquant que trois centres sur les quatre que gèrent les Casques blancs dans l’est d’Alep ont été frappés. À mesure qu’augmente le nombre des victimes, les secours peinent à retirer les personnes des décombres. Même les outils qui auraient pu permettre d’atténuer certaines des souffrances des civils ont semble-t-il été détruits dans les attaques visant des stations de la défense civile. Des informations reçues de sources présentes sur le terrain amènent à avancer le nombre de victimes suivantes à ce jour, dues selon les informations reçues aux frappes aériennes contre des zones détenues par des groupes d’opposition armés. Nous ne pouvons les vérifier, mais il s’agit bien des chiffres dont nous disposons en ce moment : 213 morts dans la province d’Alep, 139 dans l’est d’Alep et 74 dans les faubourgs de la ville, y compris, à chaque fois, des dizaines de femmes et d’enfants.

Combien de frappes aériennes? À l’évidence, nous ne disposons pas de moyens indépendants de vérification de cet aspect. Les sources sur le terrain nous disent qu’elles ne sont plus en mesure de les compter précisément, en raison du chaos qui règne à Alep et du fait qu’elles se produisent souvent de nuit, et sont remarquablement intenses. Nous avons entendu utiliser le mot « sans précédent » pour décrire la quantité, l’échelle et le type des bombardements. Nous avons vu des comptes-rendus, des vidéos et des images faisant état de l’utilisation alléguée de bombes incendiaires, qui créent des boules de feu d’une telle intensité qu’elles éclairent totalement la nuit profonde à l’est d’Alep, comme si l’on était en plein jour. On nous parle maintenant de l’utilisation de bombes pénétrantes capables de détruire des bunkers, et les images que nous recevons montrent dans le sol de vastes cratères bien plus larges que ceux provoqués par ’ les bombardements aériens précédents. Si cela est confirmé, l’utilisation aveugle et systématique de ces armes dans des zones où se trouvent des civils et des infrastructures civiles pourrait constituer un crime de guerre. Les civils, dans toute la ville, doivent se demander où l’on peut bien se trouver en sûreté dans cette ville tourmentée.

Nous avons eu également connaissance de rapports faisant état de tirs de roquettes « hellfire » par des groupes d’opposition armés. Les membres savent-ils ce que c’est? Il s’agit foncièrement de bonbonnes de gaz remplies de clous, de pierres et de fer qui sont lancées par des moyens rudimentaires de l’autre côté de la ligne. Elles tuent effectivement des civils, comme l’une d’entre elles qui a atterri sur l’école Al-Maari dans le quartier de Hamidiya, le 22 septembre. Le 19 septembre, la zone située à proximité du centre général des Nations Unies dans l’ouest d’Alep a été touchée par deux obus de mortier provenant de l’opposition, qui ont tué un civil.

Nous recevons en permanence des informations selon lesquelles des centres médicaux sont ciblés; selon l'une d'elles, une frappe aurait touché une ambulance et un centre de triage médical dans une zone détenue par des groupes d’opposition armés dans le sud-ouest d’Alep, et aurait fait également des victimes, une fois de plus, parmi le personnel médical. On nous décrit des rues tellement remplies de décombres, des montagnes de décombres, en raison de ces nouveaux types de bombes, que les ambulances ne peuvent même pas se frayer un chemin parmi elles.

Comme je l’ai dit au début, ce sont environ 275 000 personnes dans l’est d’Alep – et franchement, elles ne peuvent toutes être des terroristes – qui subissent maintenant une forme de siège de facto depuis près de 20 jours, c’est-à-dire depuis que le couloir d’Al-Ramouseh a été fermé, et après la fermeture de la route du Castello, le 7 juillet. Depuis ce bouclage, la situation humanitaire a pris une tournure plus grave : essentiellement, les provisions sont en train de s’épuiser. Les stocks constitués par le Programme alimentaire mondial (PAM) dans la partie est d’Alep ne contiennent plus que 12 000 rations alimentaires, ce qui est suffisant pour 60 000 personnes sur les 275 000 concernées. Il n’est pas question de les reconstituer, puisque les deux routes sont bloquées. Les boulangeries sont l’objet de frappes et l’on ne trouve du pain que trois jours par semaine, fréquence qui pourrait encore baisser dans les prochains jours. On manque de fioul à usage public général, ce qui réduit l’accès aux services de transport et aux puits privés ainsi que les usages ménagers, notamment pour la cuisson des aliments.

Comme le Conseil de sécurité le sait, l'ONU et le PAM prévoyaient d'envoyer un convoi dans l'est d'Alep au début de la nouvelle période de cessation des hostilités. Le PAM avait mobilisé un convoi de 40 camions – j'ai les photos ici. Chaque matin, à 5 heures, ils sont prêts et attendent de partir, remplis de rations alimentaires complètes pour quelque 35 000 personnes, et de farine de blé pour 130 000 autres personnes parmi les 275 000 dans le besoin. Nous savons tous ce qui s'est passé. Le convoi n'est jamais parti car il n'a jamais reçu de garanties suffisantes – franchement, soyons honnêtes – de l'une ou l'autre partie, et la cessation des hostilités a volé en éclats. Le Gouvernement a avancé des arguments compliqués, les permis de conduire étant par exemple devenus essentiels dans l'ensemble du conflit. Du côté de l'opposition, il y a eu des discussions au sujet de toutes sortes de conditions impossibles afin de faire en sorte que nous obtenions les garanties. À l'évidence, il y a eu des hésitations des deux côtés concernant le déplacement du convoi, et nous en avons vu le résultat.

Actuellement, 2 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau courante du réseau d'alimentation public, après que de violents combats ont coupé l'alimentation en eau depuis les deux principales stations de pompage qui desservent la population dans les parties est et ouest de la ville. Le 22 septembre, la station de pompage de Bab el-Nayrab, qui alimente en eau la partie est de la ville, aurait été touchée par des frappes aériennes. En représailles, Jeïch el-Fatah a privé d'eau 1,5 million de personnes dans la partie ouest de la ville. Il n'y a donc pas d'eau en raison de graves mesures de représailles. Heureusement, l'eau est maintenant disponible de manière plus régulière, nous l'espérons, après de difficiles négociations de dernière minute menées par l'UNICEF. Cependant, la population de la partie est d'Alep reste toujours en danger en raison de coupures d'eau potable. L'eau des puits, qui était auparavant abondante, est maintenant fortement contaminée à cause du conflit. Les gens, en particulier les enfants vulnérables, sont exposés à des risques d'épidémie catastrophique de maladies transmises par l'eau. À Dieu ne plaise : c'est la dernière chose dont nous avons besoin dans un moment comme celui-ci.

Au minimum, d'un point de vue humanitaire, nous demandons au Conseil de sécurité, premièrement, de demander instamment l'arrêt des violences et la protection des civils et des infrastructures civiles; d'insister pour qu'il y ait des pauses hebdomadaires de 48 heures dans les combats afin de s'assurer qu'au moins l'ONU et ses partenaires puissent atteindre l'est d'Alep, sans que le Gouvernement ou, franchement, l'opposition n'imposent de conditions préalables; et, troisièmement, de hâter les évacuations médicales. Il y a en ce moment plusieurs cas urgents dans la partie est de la ville d'Alep.

Pour revenir à la situation militaire sur le terrain, il y a eu plusieurs récits pour presque chaque fait. Le Gouvernement aurait annoncé son intention de reprendre la totalité de la ville d'Alep. Peu après l'accord annoncé à Genève par la Russie et les États-Unis à minuit environ le 9 septembre, le Président Assad s'est rendu à Daraya, ce qu'il en reste, et a fait part de son intention de « libérer chaque centimètre de la Syrie ». De plus, nous avons vu des informations indiquant que l'objectif déclaré du Gouvernement et des forces progouvernementales était d' « extraire les terroristes sans faire de victimes civiles » et de maintenir un couloir pour que les combattants quittent l'est d'Alep. Nous voyons cependant des civils mourir en grand nombre.

Ces derniers jours, il y a eu de violents affrontements militaires sur de grandes lignes de front, y compris les quartiers de Handrat, de Cheik Said, la vieille ville d'Alep, le vieux quartier de Ramoussé et le quartier de Hammadiyé. Hier, les forces gouvernementales ont déclaré avoir pris le contrôle du quartier de Handrat, au nord de la ville, une affirmation maintenant contestée par les groupes d'opposition armés. Quoi qu'il en soit, il y a bien eu de violents combats dans ce quartier. Les déclarations de l'opposition sont contradictoires s'agissant de savoir si des contre-offensives étaient menées par le Front el-Nosra ou Fatah-Alep, le centre d'opérations de groupes de l'Armée syrienne libre. D'autres sources nous ont informés que plus de la moitié des combattants présents dans l'est d'Alep sont membres d'El-Nosra. D'après d'autres informations, des emplacements de tirs seraient délibérément situés près d'infrastructures sociales et dans des quartiers abritant des civils. Nous l'avons vu dans d'autres conflits, mais cela ne justifie pas que quiconque détruise l'ensemble du bâtiment.

La seule constante dans ce conflit violemment imprévisible est qu'aucune des parties ne l'emportera et que, par conséquent, les deux perdront à terme. Surtout, le peuple syrien va perdre; des Syriens meurent chaque jour. Tout ce que à quoi nous pouvons nous attendre à Alep, si le Gouvernement syrien est bel et bien déterminé à reprendre totalement la ville – et il s'agit d'une analyse militaire faite par de nombreuses personnes bien plus compétentes que nous – c'est un combat lent, épuisant,

rue par rue, qui durera des mois, sinon des années, et qui détruira presque entièrement cette ville très ancienne. Face à ces illusions d'une victoire imminente, je dois réaffirmer ce que nous considérons être maintenant une vérité presque indéniable mais qui ne semble pas être appliquée dans les faits : une prétendue solution ou victoire militaire est impossible en Syrie, y compris à Alep.

De toutes parts, les Syriens continuent d'exiger clairement un cessez-le-feu et une solution politique crédible. Cependant, la confiance est gravement entamée. Je me souviens très bien que, la nuit du 9 septembre à Genève, Sergey Lavrov et John Kerry étaient tous deux préoccupés par cela, disant qu'ils ne pouvaient pas continuer de faire des déclarations sans qu'il n'y soit donné suite. Je veux cependant croire – parce que je suis toujours un fonctionnaire de l'ONU naïf – qu'ils pensaient vraiment ce qu'ils ont dit et qu'ils ont négocié très sérieusement, virgule par virgule, car ils voulaient vraiment que cela fonctionne. Toutefois, honnêtement, la communauté internationale et les Syriens perdent rapidement tout espoir restant, et la communauté internationale est en train de perdre toute crédibilité auprès des parties, à moins que nous puissions préserver ce qui a été convenu. Une occasion très ponctuelle s'offre toujours, et nous voulons penser que c'est le cas, pour que la Fédération de Russie et les États-Unis aident les Syriens et la région à s'éloigner du bord du précipice de nouvelles années d'un conflit meurtrier qui risque de s'aggraver davantage.

Mercredi (voir S/PV.7774), j'ai signalé au Conseil de sécurité que le Secrétaire général m'avait demandé de présenter aux deux parties un cadre de propositions comme point de départ pour des négociations dans le cadre d'une reprise des pourparlers, comme l'ont demandé les coprésidents du GISS. Je suis prêt à le faire. Cependant, le GISS et ses coprésidents, et, comme l'a proposé le Ministre chinois des affaires étrangères en faisant une observation importante jeudi à la réunion du GISS, le Conseil sont tenus d'assurer la reprise de la cessation des hostilités et sa mise en œuvre sans tarder, avec tous les risques et difficultés que cela comporte.

Nous savons tous que ce conflit ne peut être réglé dans le cadre de négociations sans l'aide et l'assistance des coprésidents et de la région. Je leur demande donc, de fait je les exhorte tous les deux, de faire un effort supplémentaire pour voir s'ils peuvent sauver leur accord du 9 septembre, et de le faire jusqu'à la dernière minute. Cet accord non seulement jette des bases de la reprise de pourparlers, il propose également un cadre plus large sur la façon de combattre le terrorisme – nous en sommes certains, et je veux croire que nous sommes tous d'accord sur ce point – et de désamorcer le conflit dans la région de façon plus générale, ainsi que de maintenir au sol la force aérienne syrienne, ce qui est également prévu dans l'accord.

L'appel que je lance aujourd'hui au Conseil est le suivant : qu'il arrête une ligne de conduite commune pour faire appliquer une cessation des hostilités en Syrie. Je reste convaincu que nous pouvons changer le cours des choses. Nous l'avons déjà prouvé plus d'une fois. Nous avons consenti trop d'efforts pour permettre que les modestes mais réelles améliorations obtenues grâce à la cessation des hostilités ne soient enterrées sous les ruines d'Alep.

On ne demande souvent :

> « M. De Mistura, pourquoi ne pas démissionner? Franchement, tout ceci ne mène à rien et votre démission enverrait un signal fort ».

Eh bien non, je ne démissionnerai pas, parce que tout signe d'une démission de ma part serait l'indication que la communauté internationale abandonne les Syriens. L'ONU n'abandonnera jamais les Syriens, le Conseil non plus. Nous n'avons nul besoin de ce genre de message, qui ferait la une des médias pendant cinq minutes. La Syrie se retrouverait alors abandonnée de tous et tout espoir d'une volonté réelle de la communauté internationale de mettre fin au conflit serait perdu.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. De Mistura de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil.

Mme Power (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial De Mistura de sa présence ici et de son refus d'abandonner.

Nous avons convoqué cette séance du Conseil de sécurité aujourd'hui parce que la Fédération de Russie et le régime d'Assad ont lancé une offensive aérienne et terrestre de grande envergure contre la zone est d'Alep et les 275 000 civils qui y vivent. La Russie et Assad auraient procédé, selon les informations, à plus de 150 frappes aériennes ces 72 dernières heures, tuant au moins 139 personnes et en blessant des centaines d'autres, réduisant en cendres ce qui reste de cette ville emblématique du Moyen-Orient. Les civils sur place, qui ont déjà enduré des souffrances terribles au cours

des plus de cinq années écoulées depuis le début de la guerre, qualifient les dernières attaques aériennes de « sans précédent en nombre et en intensité ». Le régime d'Assad ne cache pas son jeu : il ne croit qu'en une solution militaire. Il proclame qu'il va reconquérir militairement jusqu'au dernier centimètre carré de la Syrie et n'a cure de ce qui restera de la Syrie dans cette quête d'une solution militaire.

Au lieu de vouloir la paix, la Russie et Assad font la guerre. Au lieu d'aider à acheminer une aide vitale aux civils, la Russie et Assad bombardent les convois humanitaires, les hôpitaux et les secouristes, qui tentent désespérément de préserver la vie des habitants. La Russie va sans nul doute prétendre aujourd'hui que ces attaques visent à combattre le terrorisme et que les personnes tuées dans cette offensive sont des terroristes et des sympathisants. C'est absurde. Qu'on regarde les faits. Au cours des premières 24 heures de cet assaut sur l'est d'Alep – un assaut, je me permets de le faire remarquer, dont les premières frappes ont été données alors que des réunions avaient lieu ici à New York au cours desquelles la Russie affirmait vouloir se réengager en faveur d'une cessation des hostilités –, la Russie et le régime ont visé non pas une, ni deux mais trois des quatre bases utilisées par les volontaires des Casques blancs dans la partie est de la ville d'Alep.

Les Casques blancs sont les secouristes qui, courageusement, se précipitent sur les lieux des bombardements pour sortir des survivants des décombres. Jour après jour, ils sauvent des vies au volant des ambulances et des camions de pompiers ou, lorsqu'il n'y a plus de route, en accourant jusqu'aux maisons, écoles, hôpitaux et marchés visés par les attaques de la Russie et d'Assad. Les Casques blancs continuent leur travail alors qu'ils savent que le régime a pris l'habitude de mener des frappes en deux temps, désormais tristement célèbres, au cours desquelles il vise une cible puis attend que les secouristes arrivent sur place pour frapper une seconde fois. Il y a un mois, le monde a été bouleversé par le regard hagard d'Omran Daqneesh, ce petit garçon de 5 ans assis à l'arrière d'une ambulance alors que sa maison venait d'être bombardée. Omran a été sauvé par des Casques blancs. Mais du fait des attaques menées par la Russie et Assad ces derniers jours, les enfants comme Omran vont être toujours moins nombreux à pouvoir être sauvés. Ceux qui se retrouvent enterrés vivants sous les décombres dans la partie est d'Alep ont bien moins de chances de s'en sortir et vont très probablement mourir.

Nous l'avons entendu, une autre cible visée dès les premières heures de la récente offensive de la Russie et d'Assad est la station de pompage de Bab el-Nayrab, qui approvisionne en eau potable la population de l'est d'Alep. Le résultat est que, deux mois après que le régime d'Assad a coupé la zone est d'Alep de toute fourniture d'aide alimentaire, médicale et humanitaire, les habitants risquent désormais d'attraper toutes sortes de maladies et d'infections parce qu'ils sont forcés de boire l'eau insalubre, non traitée qu'ils trouvent. Je signale que non loin, un groupe d'opposition a lui aussi coupé une station de pompage alimentant plus d'1,5 million de personnes vivant dans la partie ouest d'Alep, acte que nous condamnons. L'eau ne doit jamais être utilisée comme arme de guerre, et il est impensable que les habitants d'Alep, peu importe le quartier où ils habitent, soient forcés de boire une eau qui les rend malades. C'est monstrueux.

À l'heure où nous nous réunissons, le siège de la partie est d'Alep se poursuit. Il semble que les seuls articles qui parviennent dans cette zone ces jours-ci soient les barils d'explosifs et les bombes incendiaires que larguent, d'après des témoins, les forces d'Assad et les forces russes. L'impact combiné des frappes aériennes ininterrompues et du blocus sur les civils est absolument dévastateur. Il n'y aura bientôt plus de diesel pour alimenter les générateurs, principale source d'électricité. D'ici une semaine, il se pourrait qu'il n'y ait plus assez d'énergie pour faire du pain. Les hôpitaux, qui ont déjà réinstallés leurs urgences en sous-sol et dans des bunkers dans l'espoir de mettre les patients à l'abri des frappes aériennes routinières, peinent à s'éclairer. Les coupures d'électricité sont si fréquentes que les médecins ont appris à opérer à la lueur de leurs téléphones portables. Or, à chaque frappe aérienne, ce sont toujours plus de civils mutilés qui affluent, des personnes qu'ils doivent soigner avec toujours moins de moyens.

Il suffit de regarder les photos publiées sur Internet par les habitants de l'est d'Alep ces deux derniers jours. On y voit des Syriens entassés dans des couloirs tachés de sang; des hommes, des femmes et des enfants en guenilles, allongés dans des mares de sang dans des hôpitaux de fortune; des bébés sans connaissance qu'il faut alimenter manuellement en oxygène parce que les générateurs ne marchent plus. Et lorsque ces victimes ont besoin de soins spécialisés, ceux-ci ne sont tout simplement pas disponibles. Pire encore, elles ne peuvent pas quitter la partie orientale d'Alep. Elles sont prises au piège, de manière barbare, moyenâgeuse . Il

y a un peu plus d'une semaine, l'ONU a constitué un convoi de camions pour acheminer de l'aide dans la partie est d'Alep, mais ce convoi est toujours bloqué par les combats, incapable de parvenir jusqu'à l'enfer.

Inutile de dire que cela fait longtemps que la Russie a le pouvoir de stopper ces souffrances. Les États-Unis ont travaillé pendant huit longs et pénibles mois avec la Russie pour trouver un accord incluant un nouvel engagement en faveur de la cessation des hostilités. Rien que la semaine dernière, les États-Unis ont organisé deux réunions ministérielles du Groupe international de soutien pour la Syrie dans le but de faire cesser la violence et de rétablir la cessation des hostilités. Nous l'avons fait, non pas parce que nous croyons à la bonne foi de la Russie en ce qui concerne la Syrie – comme tout le monde, nous savons bien que la Russie n'a eu de cesse de dire une chose et de faire le contraire. Nous l'avons fait parce qu'il n'y aura pas de paix en Syrie si la Russie s'entête à y faire la guerre. Nous estimons que nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour trouver le moyen d'arrêter la violence et de s'engager sur la voie d'une transition politique, seule possibilité de mettre fin au conflit. C'est pourquoi nous continuons aujourd'hui encore de rechercher tous les moyens permettant de revenir à une cessation des hostilités.

Néanmoins, et c'est une question de bon sens, une cessation des hostilités qui ne vaut que dans un sens ne peut être durable. On ne peut pas mener une offensive militaire massive, d'un côté, et se dire pour la paix, de l'autre. Cela peut convaincre sur la chaîne Russia Today, mais pas dans le reste du monde, qui dispose d'une montagne de preuves attestant clairement ce que la Russie est en train de faire. Mercredi dernier, le Ministre russe des affaires étrangères, Sergey Lavrov, a déclaré ici même que, dans le dossier syrien,

> « la Russie a toujours été en faveur d'une solution exclusivement pacifique » (S/PV.*7774, p.7*).

Pourtant, étant donné le moment où a débuté cette offensive, on peut raisonnablement penser que les forces russes et syriennes étaient littéralement en train de charger les munitions incendiaires et autres barils d'explosifs sur leurs avions à l'heure même où le Ministre Lavrov parlait ici de paix. Le lendemain, après que la Russie et le régime ont commencé à déverser une pluie de bombes sur les civils dans l'est d'Alep, le Ministre Lavrov déclarait à la presse qu'il fallait sauver les perspectives d'une cessation des hostilités. Est-ce là la manière dont la Russie entend sauver la cessation des hostilités? Comme l'ONU l'a indiqué à de nombreuses reprises et aujourd'hui encore, ces frappes aériennes contre des zones d'habitation sont constitutives de crimes de guerre.

Aujourd'hui, la Russie va accuser à coup sûr les États-Unis d'être à l'origine de tout ce chaos. Elle va certainement évoquer le raid aérien où la coalition contre l'État islamique d'Iraq et du Levant semble avoir frappé une position de l'armée syrienne, une frappe que nous avons immédiatement admis avoir effectuée et à propos de laquelle nous nous sommes engagés à mener une enquête approfondie. La Russie va probablement chercher à détourner l'attention de ses propres actions en se retranchant derrière celles que les États-Unis ont pu mener ailleurs dans le passé. Mais les membres peuvent être sûr d'une chose, ce que la Russie ne fera pas aujourd'hui, ni aucun jour, c'est reconnaître ses responsabilités. Ils peuvent être sûrs que la Russie ne dira pas la vérité.

J'exhorte mes collègues au Conseil de sécurité à considérer les observations qu'ils ont faites aujourd'hui et à se poser les questions suivantes : « Ce que je suis sur le point de lire reflète-t-il l'horrible réalité sur le terrain? Cela indique-t-il honnêtement qui est à l'origine de ces horribles violences? Me sentirais-je capable de lire ces observations devant une salle pleine d'habitants de l'est d'Alep assiégée par les forces d'Assad et de la Russie? » Si les membres du Conseil répondent non à ces questions, je les engage instamment à reconnaître la sinistre réalité qui règne sur la Syrie et sur la population qui doit la supporter jour après jour.

Ce n'est ni le jour ni le moment de blâmer toutes les parties ni d'établir de fausses équivalences. Ce n'est pas le moment d'utiliser la voix passive qui est si fréquente ici au Conseil de sécurité. Ce n'est pas le moment de dire « qu'il y a eu des frappes aériennes » ou que « des civils ont été tués ». Il est temps de dire qui lance ces frappes aériennes et qui tue des civils.

La Russie occupe un siège permanent au Conseil de sécurité. C'est un privilège et une responsabilité. Pourtant, en Syrie et à Alep, la Russie abuse de ce privilège historique. Et si les membres du Conseil – et c'est certainement le cas des États-Unis – souhaitent sincèrement établir des rapports constructifs avec la Fédération de Russie, l'histoire sera sévère envers ceux de ces membres qui restent cois face à ce carnage.

La Russie voudrait que le Conseil croie à un monde à l'envers où le bombardement de secouristes,

l'obstruction à l'aide humanitaire et l'appui accordé à un régime assassin sont qualifiés de lutte contre le terrorisme. Soyons clairs. Il y a des terroristes en Syrie. Ils sont nombreux et nous souhaitons tous les détruire. Ils font peser une menace sur tous nos citoyens. C'est pourquoi les États-Unis dirigent une coalition de 67 pays qui a fait reculer l'EIIL de 40 % du territoire qu'il contrôlait en Iraq et en Syrie, et qui, chaque semaine, libère des civils désespérés. C'est pourquoi les États-Unis ont négocié récemment un accord avec la Russie, signalant ainsi que nous étions prêts à coopérer avec la Russie pour lutter contre le Front el-Nosra et l'EIIL en Syrie. Personne n'a à convaincre les États-Unis d'Amérique du danger posé par les terroristes. Nos citoyens sont souvent des cibles de choix partout dans le monde. Mais lorsque la Russie souscrit à de la fiction, nous ne pouvons pas garder le silence. Ce que la Russie parraine et ce à quoi elle se livre n'est pas la lutte contre le terrorisme mais la barbarie.

Je termine. Vendredi, on a pu voir des images au lendemain d'une des nombreuses frappes aériennes lancées contre l'est d'Alep. On voit des secouristes creuser dans les décombres de ce qui avait été un immeuble et jeter de côté des morceaux de béton, et soudain, on entend le cri perçant d'un enfant – un enfant littéralement enterré sous le béton et les décombres. Les secouristes se mettent alors à creuser avec frénésie jusqu'à ce que la tête et la chemise bleue et blanche d'une fillette apparaissent – une fillette souffrante et terrorisée. Les secouristes réussissent enfin à dégager doucement la petite Rawan Alowsh, âgée de 5 ans, le corps couvert d'une poussière blanche. On a l'impression qu'on assiste à un miracle. Elle est vivante.

Et pourtant, toute sa famille aurait péri lors de cette frappe aérienne : sa mère, son père et ses quatre frères et sœurs. Tous tués. Quelles sont désormais les chances de Rawan? Quelles sont ses chances sans aucune famille, sans compter le fait que ses agresseurs ne manifestent aucune empathie? Lorsque de violentes attaques contre les civils se multiplient, que les normes d'une conduite civilisée que nous tentons d'établir depuis plus de 70 ans sont foulées au pied, que le ciblage de convois humanitaires, de civils, de quartiers résidentiels, d'enfants et d'hôpitaux se fait en toute impunité, quelles chances a Rawan? Quelles chances avons-nous nous-mêmes?

Un secouriste a dit à propos des attaques incessantes de ces derniers jours : « Les gens ne savent ni quoi faire ni où aller. Il n'y a pas d'échappatoire. On dirait la fin du monde. » La fin du monde, l'apocalypse! Telle est la situation dans l'est d'Alep. Pour Rawan au moins – qui, à 5 ans, a perdu toute sa famille – le Conseil peut avoir le courage de dire qui est responsable de cette situation et, d'une seule et même voix, dire à la Russie d'arrêter.

M. Delattre (France) : La France, avec les États-Unis et le Royaume-Uni, a demandé la convocation de cette séance d'urgence parce que les informations qui nous parviennent d'Alep marquent un nouveau palier dans l'escalade militaire et dans la descente vers l'abîme qui caractérisent le drame syrien. Ces informations, corroborées par ce que vient de nous dire l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, que je remercie au nom de la France pour son engagement, témoignent en effet d'un degré de violence sans doute encore jamais atteint en cinq années de conflit – un conflit qui est, faut-il le rappeler, la plus grande tragédie humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale.

Après l'attaque inqualifiable d'un convoi humanitaire lundi dernier, le régime a engagé jeudi, avec l'appui de ses soutiens, une offensive aérienne majeure, dont l'objectif évident est de faire tomber rapidement Alep. Les rues d'Alep ne sont plus qu'un amas de décombres. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, des centaines de victimes, dont de nombreux enfants, ont été tués, massacrés, en trois jours, dans les bombardements du régime. À l'heure où nous parlons, 275 000 civils demeurent prisonniers de la ville, et vivent dans la terreur des bombardements indiscriminés du régime syrien et de ceux qui le soutiennent activement.

Nous sommes horrifiés par cette nouvelle surenchère militaire du régime syrien, qui s'acharne depuis plusieurs mois à faire tomber Alep, avec l'appui de ses soutiens. Sous couvert de lutte antiterroriste, le régime bombarde aveuglément les habitations, les maternités, les hôpitaux, les écoles, les camps de réfugiés, les quartiers tenus par l'opposition modérée. Tandis que la communauté internationale s'évertue depuis plusieurs mois à obtenir l'établissement d'une trêve, le régime d'Assad n'a eu de cesse de violer le droit international humanitaire, les résolutions du Conseil de sécurité, et les principes d'humanité les plus élémentaires.

À bien des égards, Madame la Présidente, Alep est à la Syrie ce que Sarajevo était à la Bosnie, ou encore Guernica était à la guerre d'Espagne. Une ville symbole, une ville carrefour, une ville martyre. Alep, cette ville symbole, plusieurs fois millénaire, classée au patrimoine mondial de l'humanité. Cette ville carrefour,

où se sont entrechoquées et entremêlées tant de cultures, est aujourd'hui une ville martyre. Ce symbole de la civilisation est l'objet d'un siège de type médiéval. Quelle régression, et franchement, quelle honte!

Les renseignements dont nous disposons font état de l'usage systématique d'un nouveau type d'armement incendiaire et de munitions et sous-munitions perfectionnées, permettant de perforer des bunkers et de causer l'effondrement d'un immeuble entier en un seul impact. L'usage de telles armes contre des civils ne saurait malheureusement nous surprendre de la part d'un régime qui, depuis des années, depuis tant d'années, bombarde sa population au gaz de chlore, au phosphore ou aux barils d'explosifs. Comme l'a rappelé le Secrétaire général hier, l'usage indiscriminé et systématique de telles armes dans des zones habitées par des civils est constitutif de crime de guerre. Oui, de crimes de guerre. Et ces crimes ne sauraient rester impunis.

Si nous ne faisons rien pour empêcher la destruction totale d'Alep, cette semaine demeurera dans les mémoires comme celle qui a vu échouer la diplomatie et triompher la barbarie et la brutalité. Le Conseil de sécurité (voir S/PV.7774) et le Groupe international de soutien pour la Syrie se sont réunis cette semaine pour tenter d'obtenir un accord pour la cessation des hostilités, et l'accès immédiat et sans entrave de l'aide humanitaire. Ces discussions n'ont, pour l'heure, pas abouti. La surenchère militaire, l'escalade militaire, à laquelle nous assistons, met en péril l'espoir fragile de trêve auquel on pouvait croire il y a une semaine. La Russie pense-t-elle pouvoir restaurer la confiance avec ses partenaires en négociant la cessation des hostilités d'une main, tandis qu'elle soutient le régime qui bombarde Alep de l'autre?

Aujourd'hui, sauver Alep doit être notre priorité. Il y a quelques semaines, la Russie et les États-Unis avaient été en mesure de s'accorder sur un plan opérationnel permettant d'établir une cessation des hostilités et d'assurer l'acheminement humanitaire. La France a soutenu cet accord, comme elle avait soutenu toutes les initiatives du processus de Vienne permettant de soulager les souffrances des populations civiles. L'application immédiate de cet accord, en commençant par Alep, est notre seul espoir. Cela doit donc être notre priorité. La France demande également la mise en place d'un mécanisme robuste de surveillance de la cessation des hostilités, qui seul permettra de recréer la confiance nécessaire et d'assurer la consolidation de la trêve, d'abord à Alep puis sur l'ensemble du territoire. Mon pays a fait, par la voix de son ministre des affaires étrangères, M. Jean-Marc Ayrault, des propositions précises en ce sens.

S'il est une zone où la cessation des hostilités doit être appliquée en priorité, c'est à Alep. S'il est une zone où les avions du régime doivent être immédiatement interdits de survol, c'est à Alep. S'il est une zone où la population a un besoin vital de recevoir une aide humanitaire d'urgence, c'est à Alep.

Le Conseil de sécurité se trouve aujourd'hui à un moment de vérité. Le Conseil doit être à la hauteur de l'immense responsabilité qui pèse sur lui, et donc sur chacun de nos pays et sur chacune et chacun d'entre nous. Nous attendons notamment de la Russie qu'elle donne la preuve de sa réelle disposition à cesser de soutenir l'option militaire et à réellement rechercher une solution négociée au conflit syrien, avec tous les moyens et leviers dont elle dispose. Si nous voulons mettre un terme à la tragédie d'Alep et de la Syrie, il faut enfin mettre toutes les cartes sur la table, appeler un chat un chat, mais aussi savoir se rassembler autour d'une approche collective. C'est la seule option possible, ô combien difficile, pour briser le terrible engrenage actuel et tenter de recréer une dynamique politique qui seule peut mettre un terme au conflit syrien.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance d'urgence à la demande du Royaume-Uni, des États-Unis et de la France. Je m'associe aux autres orateurs pour remercier l'Envoyé spécial Staffan de Mistura de son exposé et de son inépuisable énergie.

Le régime d'Assad et la Russie sont en train de réduire Alep en ruines. Les habitants d'Alep sont des Syriens ordinaires qui endurent tant de souffrance depuis trop longtemps. Ils subissent maintenant une attaque d'une cruauté sans précédent, et il est de plus en plus évident que cette attaque dépasse les capacités de la seule armée de l'air syrienne. Au terme de cinq années de conflit, l'on pourrait croire que le régime est désormais repu de barbarie et qu'il a assouvi sa soif de sang à l'encontre de sa propre population.

Pourtant, ce week-end, le régime en place et la Russie sont tombés plus bas encore, en faisant de nouveau vivre un enfer aux habitants d'Alep. Des bombes antibunker, plus appropriées pour la destruction d'installations militaires, démolissent à présent les foyers, déciment les abris antiaériens, et handicapent,

mutilent et tuent des dizaines, sinon des centaines de personnes. Des munitions incendiaires, qui frappent aveuglément, sont larguées sur des zones civiles, en conséquence de quoi Alep est de nouveau en feu. Comble de tout cela, l'approvisionnement en eau, ô combien vital pour des millions d'habitants, est désormais pris pour cible, privant ainsi d'eau ceux qui en ont le plus besoin. En bref, il est difficile de nier que la Russie s'associe au régime syrien pour perpétrer des crimes de guerre.

Pourtant, il y a quatre jours à peine (voir S/PV.7774), nous avons entendu M. Lavrov, le Ministre russe des affaires étrangères, évoquer ici même l'attachement de la Russie à un règlement politique et pacifique, l'attachement de la Russie à la cessation des hostilités. Aujourd'hui, cet attachement est à l'image d'une grande partie de la Syrie : brisé, et sans vie. Le véritable sens de cet attachement se lit sur les visages livides des victimes d'Alep; sur le visage d'une mère étreignant son enfant prisonnier des décombres; sur les visages des Casques blancs et des soignants, blessés ou tués alors qu'ils tentaient désespérément de sauver des vies; et sur les visages de tous les hommes, femmes et enfants qui considèrent toujours qu'ils sont à Alep chez eux. Comme l'a dit le Secrétaire général, la protection des civils vit en ce moment des heures sombres.

Ces événements dévastateurs confirment ce que nous savons depuis bien longtemps. La Russie devrait s'efforcer de préserver les efforts pour rétablir la cessation des hostilités, et non les déjouer. La Russie devrait s'efforcer de faciliter l'accès sans entrave de l'assistance humanitaire, et non prendre cette dernière pour cible. Enfin, la Russie devrait chercher à réunir les conditions nécessaires à la reprise des pourparlers politiques, et non les battre en brèche. Si elle ne prend pas les mesures idoines, et plus encore, la Russie ne fera que confirmer son statut de paria de la communauté internationale. Mais en vérité, comme l'a douloureusement illustré l'attaque atroce et inadmissible qui a frappé le convoi humanitaire la semaine dernière, la Russie n'a tout simplement plus aucune crédibilité sur ces questions.

Sans aucun doute, la Russie va maintenant essayer de détourner l'attention des crimes qu'elle commet en Syrie en rejetant la faute sur l'opposition et en parlant longuement de la menace du terrorisme. Personne dans cette salle ne nie que Daech et le Front el-Nosra sont des entités terroristes dont il faut triompher. Là n'est pas la question. Mais la Russie et le régime ne bombardent pas les terroristes; ils bombardent toute forme d'opposition et tuent des centaines de personnes chaque mois. Ils collaborent avec des milices sectaires chiites et avec le Hezbollah – organisation terroriste aux yeux de nombre des membres du Conseil et de la Ligue des États arabes – pour infliger leur propre terreur à la population civile de Syrie.

N'oublions pas que le régime d'Assad, appuyé par la Russie, a tué beaucoup plus de civils en Syrie que Daech et le Front el-Nosra réunis. Alors, chaque fois que nous condamnons, à juste titre, le terrorisme perpétré par Daech et le Front el-Nosra en Syrie, condamnons également la terreur absolue que le régime d'Assad et la Russie font subir au peuple syrien en continuant de bombarder les civils syriens nuit et jour. Parce que le peuple syrien n'oubliera jamais la mort et la destruction que le régime sectaire d'Assad lui fait subir, et il n'oubliera pas non plus que la Russie s'est rendue complice de cet impitoyable dictateur sectaire qui fait la guerre à son propre peuple. Il n'oubliera pas non plus que la communauté internationale – le Conseil de sécurité en particulier – n'a pas été capable de mettre un terme aux bombardements, n'a pas été capable de mettre un terme aux attaques au gaz de chlore et n'a pas été capable de mettre un terme à la famine.

Disons-le clairement : ce sont les actions de la Russie en Syrie et au Conseil qui sont à l'origine de cet échec. Ce sont les actions de la Russie qui perpétuent le conflit et qui perpétuent les souffrances. Ce sont les quatre vetos opposés par la Russie au cours des cinq années écoulées qui ont empêché l'unité du Conseil, qui nous couvrent tous de honte et qui ont entaché la réputation de sa diplomatie.

Alors le Conseil doit à présent faire plus qu'exiger ou exhorter. Nous devons décider de ce que nous pouvons faire pour faire appliquer la fin immédiate des bombardements sur Alep et sur d'autres zones civiles en Syrie. Nous devons décider de ce que nous pouvons faire dès maintenant pour mettre fin aux sièges et aux goulets d'étranglement qui empêchent l'acheminement de l'aide. Et ce faisant, nous devons dire, à haute et intelligible voix, que leurs auteurs auront à répondre de ces crimes et de si nombreux autres, notamment le recours odieux et barbare aux armes chimiques, par le régime, contre sa propre population. C'est la seule manière de mettre fin aux souffrances, et c'est la seule manière dont la Russie pourra faire amende honorable après ses lamentables actions en Syrie.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La terrible tragédie que subit le peuple syrien est entrée dans sa sixième année. En 2011, Washington

et plusieurs autres capitales occidentales ont décidé de poursuivre leurs manœuvres géopolitiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, un processus qui avait commencé avec l'invasion criminelle de l'Iraq en 2003 par les États-Unis et le Royaume-Uni. Ils ont continué à donner des coups de hache en Libye et en Syrie et n'ont pas hésité à accepter l'appui de groupes terroristes. Les conséquences inévitables – la désintégration des deux pays et la création de millions de réfugiés – ont été passées par profits et pertes comme un désagrément imprévu.

Le résultat est que des centaines de groupes armés opèrent en Syrie, le pays est bombardé par n'importe qui s'en sent l'envie et le rétablissement de la paix est devenu presque impossible. Des mois de travail par les experts russes et américains sous les auspices du Ministre russe des affaires étrangères et du Secrétaire d'État des États-Unis, avec la participation des Présidents des deux pays, a abouti à un plan détaillé, énoncé dans les documents finalisés le 9 septembre, qui, s'il avait été appliqué de bonne foi, aurait pu nous permettre d'apaiser la situation sur le terrain, d'améliorer considérablement la situation humanitaire et d'amorcer une reprise des négociations entre Syriens sous l'égide des Nations Unies. Or, le début de la mise en œuvre du plan n'a cessé d'être reporté en raison des actes de sabotage inadmissibles commis par l'opposition. Notre accord comptait de nombreux détracteurs, et l'on a malheureusement l'impression que leur position non constructive l'a emporté sur le désir de paix et le bon sens.

Les États-Unis ont reconnu dans les faits qu'ils étaient incapables d'exercer une quelconque influence sur les groupes sous leur tutelle, et donc de s'acquitter véritablement de ce dont nous étions convenus, à savoir, avant tout, distinguer les groupes modérés des terroristes et les séparer sur le terrain. C'était écrit noir sur blanc dans tous les documents. Mais rien n'a été fait. Même sur la question de la définition des groupes terroristes, il y a eu énormément de flou, ce qui laisse entendre que l'objectif principal demeure de maintenir la capacité militaire des opposants au Gouvernement de la République arabe syrienne, quels qu'ils soient. Des méthodes scélérates et des alliances extrêmement douteuses ont été utilisées à cette fin.

Par ailleurs, on ne cesse de poser de nouvelles conditions et de lancer des ultimatums qui changent à une vitesse vertigineuse. Les demandes de cessez-le-feu, parfois pendant 48 heures, parfois pendant 72, sont devenues monnaie courante. Nous avons toujours fait les compromis nécessaires, ou du moins cherché à le faire, et nous sommes toujours parvenus à un accord avec le Gouvernement syrien. Mais le résultat des courses, c'est que les militants se sont regroupés, ont reçu des renforts et ont lancé de nouvelles offensives. Ensuite, il a été exigé que le Gouvernement syrien cesse unilatéralement, en tant que condition préalable, les vols de ses forces aériennes. On nous a d'abord dit que ce serait pour trois jours, et nous y avons consenti. Ensuite, on a dit non, le Président des États-Unis avait changé d'avis et qu'il fallait que ce soit sept jours, même si ce n'était pas clair pourquoi. Ces manœuvres tactiques ne peuvent se poursuivre indéfiniment. Nous ne consentirons plus à aucune mesure unilatérale.

Le bombardement des positions de l'armée syrienne défendant la ville de Deir el-Zor contre les terroristes de l'État islamique d'Iraq et du Levant, bombardement qui a été mené par les « forces de la coalition » et plus précisément, par les forces britanniques, d'après les informations reçues, a porté un sérieux coup aux accords. Le risque d'une prise de la ville par les terroristes était bien réel, ce qui aurait inévitablement conduit au massacre de civils. Heureusement, les forces armées syriennes, avec l'aide de l'armée de l'air russe, ont réussi à éviter cette tragédie. Il va sans dire que cela a également mis en péril le cessez-le-feu, mais Damas a fait preuve d'une retenue admirable à cet égard.

Étant donné que mes collègues ont, pour des raisons tout à fait limpides, mentionné le bombardement du convoi humanitaire, j'ai naturellement moi aussi quelque chose à dire sur ce point. Premièrement, je ferai remarquer qu'ici, à New York, nous en avons entendu parler pour la première fois de la part du Secrétaire d'État des États-Unis. Lors d'une conversation privée, il nous a, en effet, déclaré que les États-Unis avaient reçu des renseignements selon lesquels deux avions russes se seraient trouvés pendant quelques minutes à proximité de la zone que traversait le convoi humanitaire et où il a été attaqué. Il nous a dit de ne pas nous inquiéter et qu'il n'allait pas rendre publique cette information, car il fallait d'abord établir les faits. Or, comme d'habitude, quelques minutes plus tard, il y a eu des fuites de divers organismes à Washington, et, le lendemain, le Secrétaire d'État a fait de la tragédie la pièce centrale de sa déclaration dramatique au Conseil de sécurité (voir S/PV.7774). Voilà ce que c'est que de travailler avec nos collègues américains!

Deuxièmement, nous avons dit dès le début qu'il fallait établir les faits, parce que dans un premier temps, on a parlé de tirs d'artillerie, puis d'hélicoptères et, enfin, d'avions. Je ne suis pas un expert militaire, mais j'ai lu aujourd'hui quelque part que ces frappes auraient duré sept heures. Or, si les avions russes se trouvaient pendant quelques minutes à proximité de la zone, les bombes auraient-elles pu pleuvoir sur le convoi pendant sept heures? Je ne le pense pas. Nous devons donc établir les faits. Soit dit en passant, nos homologues occidentaux nous avaient promis il y a deux mois de nous informer de leur enquête sur le bombardement de la ville syrienne de Manbej, au cours duquel plus d'une centaine de civils auraient été tués, apparemment par des avions français. Mais ni nos collègues français ni les dirigeants de la coalition américaine ne semblent pressés de nous donner les résultats de cette enquête qu'ils ont promis de mener il y a deux mois.

Je reviens maintenant à Alep. La situation humanitaire aurait pu être normalisée dès le mois d'août. Mais nous en avons été empêchés par les groupes armés, qui, avec l'accord implicite de leurs commanditaires extérieurs, ont continué de dicter les conditions opérationnelles et d'ouvrir le feu sur les corridors humanitaires. Nous étions proches d'une percée même en septembre. Le Gouvernement a retiré ses forces à la ligne convenue et les autorités ont mis en place l'un des postes de contrôle prévus par l'accord du 9 septembre, avec le concours du personnel du Croissant-Rouge arabe syrien, et autorisé le passage du convoi humanitaire. Une fois encore, il y a eu des provocations de la part des groupes rebelles.

Je voudrais juste donner quelques précisions sur la situation qui règne dans l'est d'Alep. La zone est sous le contrôle de plus de 20 groupes armés comptant au total quelque 3 500 combattants. La principale force est celle du Front el-Nosra, qui comprend environ 2 000 membres. Elle est équipée de chars, de véhicules blindés, de systèmes d'artillerie de campagne et de lance-roquettes, sans parler de ces « canons de l'enfer », de fabrication artisanale, qui sont utilisées pour tirer des bonbonnes de gaz, ainsi que des dizaines et des dizaines d'autres pièces de matériel militaire, notamment des armes lourdes. Il va sans dire que ce matériel est tout sauf artisanal; j'imagine qu'il continue d'être fourni par de généreux parrains occidentaux, avec la complicité des responsables américains de la coalition. Cela me rappelle un épisode en lien avec la Libye : à la fin de l'année 2013, lors d'une audience devant le Congrès, à laquelle participait le Secrétaire d'État des États-Unis, on lui a demandé de fournir des informations sur la livraison de 20 000 tonnes d'armes à la Libye, ce que les États-Unis avaient passé sous silence. J'imagine que le Département d'État a été contraint de donner ces informations au Congrès. Nous avons demandé qu'elles nous soient également communiquées, mais nous n'avons rien reçu, malgré le fait que les États-Unis sont tenus de le faire pour se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité sur la Libye.

J'imagine que l'appui militaire à la bande hétéroclite de groupes en Syrie est nettement plus important qu'il ne l'était en Libye. Les positions des forces gouvernementales et les zones résidentielles de la ville sont bombardées quotidiennement et sans discernement depuis les quartiers est de la ville d'Alep, sans ajustement ni ciblage en vue d'infliger le plus de dommages. Depuis le 1er septembre, les bombardements en provenance de la partie est de la ville ont entraîné la mort de plus de 50 soldats et 120 civils. Le Front el-Nosra attaque systématiquement des zones où se trouvent d'importantes infrastructures sociales – des stations de pompage, des sous-stations électriques, des hôpitaux, des écoles, des mosquées – et des zones urbaines densément peuplées, transformant les civils en boucliers humains des terroristes.

Les principales attaques du Front el-Nosra se produisent dans le nord de la ville, à travers la route du Castillo, et dans le sud-ouest, dans le district de Ramoussé, dans le but de percer les défenses du Gouvernement et de créer un corridor pour le passage des réserves, des armes et des munitions, souvent sous couvert d'aide humanitaire. Par ailleurs, pendant longtemps, nos homologues américains nous ont dit qu'il n'y avait pas d'éléments du Front el-Nosra à Alep, qu'ils se trouvaient quelque part dans le sud, avant de confirmer qu'ils se trouvaient également dans le nord. En fait, le Front el-Nosra est la principale force militaire présente dans cette zone. Selon les informations disponibles, plus de 80 % de la population des quartiers de l'est de la ville sont favorables à la levée du siège par la voie de négociations pacifiques et exigent le départ des terroristes. Certains milices de l'opposition à Alep essaient de trouver un moyen de négocier avec le Gouvernement, mais le Front el-Nosra met tout en œuvre pour réprimer ces sentiments.

Depuis le 1er septembre, sept exécutions collectives de personnes qui étaient favorables aux négociations ou qui souhaitaient quitter la ville ont été signalées. Le 19 septembre, 26 hommes et adolescents qui avaient

refusé de prendre les armes pour aider le Front el-Nosra ont été abattus en présence des habitants du quartier Sheikh Hader. Au niveau des sept corridors humanitaires mis en place par la Russie et le Gouvernement syrien, nous avons observé des déplacements massifs de personnes, qui ont fait état de massacres de civils. À leur arrivée, ces citoyens reçoivent une aide humanitaire. Depuis le début de l'opération, plus de 4 000 civils et environ 300 combattants ont quitté les districts de l'est d'Alep à travers ces couloirs.

Les groupes armés ont bloqué l'accès humanitaire à la ville. Depuis le 12 septembre, la Russie, la Syrie et l'ONU essaient d'assurer le passage des convois humanitaires vers la partie est d'Alep par la route dite du Castello. Des efforts visant à démilitariser cette zone ont été déployés à cette fin. À deux reprises, les 14 et 16 septembre, les troupes se sont retirées de cette zone. Le 17 septembre, en coopération avec le Croissant-Rouge syrien, un point de contrôle a été installé à l'ouest. L'opposition a refusé de prendre des mesures similaires prévues par l'accord russo-américain du 9 septembre. La coalition illégale de groupes armés connue sous le nom de « Fatah-Alep », le conseil local d'Alep et le gouvernement intérimaire de l'opposition ont déclaré qu'ils n'autoriseraient pas l'acheminement de l'aide humanitaire dans le ville via la route du Castello et les militants ont menacé d'attaquer les convois. En conséquence, les opérations humanitaires à Alep, qui avaient été planifiées par la Russie et l'ONU à la fin d'août dernier, ont été perturbées. Les militants s'approprient les vivres, l'eau et les médicaments destinés aux civils et les forcent à construire des installations de défense.

Des émeutes ont été signalées dans les quartiers d'Avaad, d'al-Ansari et de Sahur à Alep. Les manifestations sont brutalement réprimées par les terroristes à l'aide d'armes. Ainsi, plus de 200 000 habitants d'Alep ont été pris en otage par des terroristes du Front el-Nosra et d'autres groupes affiliés. Ces terroristes essaient de se servir de femmes et d'enfants comme boucliers humains.

Les forces gouvernementales assurent la sécurité des routes du Castello et de Ramoussé, ainsi que des routes situées aux alentours, qui sont d'une grande importance stratégique pour l'approvisionnement de la ville. Elles n'ouvrent le feu qu'en réponse aux attaques des terroristes et contre des cibles bien identifiées et vérifiées. Elles s'emploient également à contrer les efforts intenses déployés par le Front el-Nosra pour s'infiltrer dans la ville à partir du sud-ouest et du nord. Les terroristes utilisent activement des voitures piégées et des véhicules blindés transportant des kamikazes à cette fin. Depuis le 1er août, plus de 40 attaques de ce type ont été signalées à Alep.

Des aéronefs ont été utilisés pour viser les installations de militants et les zones où ils sont concentrés, en ayant uniquement recours aux mitrailleurs de bord et aux systèmes d'illumination de cible. L'objectif principal est de déloger les terroristes de la ville avec un minimum de pertes civiles. Des négociations ont été proposées aux militants et un couloir spécial a été établi au nord de la route du Castello pour les individus armés qui veulent quitter la ville. L'accord russo-américain du 9 septembre prévoit un mécanisme permettant d'assurer la sécurité des combattants qui sortent de la ville, sous la surveillance de l'ONU. Une procédure simplifiée de régularisation de statut est prévue pour tous ceux qui veulent se prévaloir de l'amnistie. Il y a des agents du Centre russe pour la réconciliation dans les zones où sont établis les corridors humanitaires, qui sont chargés de surveiller la situation et de prévenir des mauvais traitements à l'égard des militants. On a mis à la disposition des civils tous les moyens possibles pour qu'ils puissent quitter la ville et se dissocier des groupes armés, mais les terroristes font obstacle à ces efforts.

Nous avons observé des tentatives de lancer une campagne visant à discréditer les mesures prises par le Gouvernement pour déloger les terroristes de la ville. Cette campagne se sert d'enregistrements vidéo truqués ou qui datent de longtemps, dont des enregistrements qui ont été faits dans la partie ouest d'Alep. On exagère l'ampleur des opérations. On diffuse des enregistrements vidéo des bombardements effectués dans les quartiers abandonnés du sud-ouest de la ville, où se sont produits des combats violents il y a plus d'un mois et on prétend qu'il s'agit d'attaques aveugles menées contre les quartiers pacifiques de l'est d'Alep.

À présent, je voudrais parler du processus politique et m'adresser à M. Staffan de Mistura, ainsi qu'aux membres du Conseil, bien évidemment. Le processus politique doit reprendre. Franchement, nous ne comprenons pas pourquoi aucune mesure décisive n'a été prise à cet égard depuis le mois de mai. Je voudrais rappeler que le paragraphe 9 de la première déclaration faite par le Groupe international de soutien pour la Syrie prévoit que :

> « Parallèlement à ce processus politique, les participants, de concert avec les Nations Unies, exploreront les modalités et la mise en œuvre d'un cessez-le-feu sur tout le territoire national ».

Cela signifie que la poursuite du processus politique est l'une des conditions essentielles qui auraient contribué à la proclamation et au respect du cessez-le-feu.

Je voudrais poser la question suivante à M. De Mistura : Qui a refusé de participer à des pourparlers directs pendant tout ce temps? Nous connaissons la réponse, mais j'aimerais l'entendre de sa bouche. Peut-être que le moment est venu d'arrêter de tourner autour du pot pour ce qui est des responsables politiques irresponsables qui prétendent qu'ils représentent les intérêts du peuple syrien. S'ils ne sont pas disposés à négocier, ils n'ont qu'à rentrer dans les capitales étrangères où ils ont trouvé refuge. S'il y a des représentants de l'opposition syrienne qui veulent vraiment sortir leur pays de cette crise, et nous savons qu'ils existent, qu'ils se présentent.

Bien évidemment, il y a aussi le cessez-le-feu. Nous voudrions que tel reste notre objectif, de même que la reprise des pourparlers. Je voudrais souligner de nouveau que nous ne pouvons discuter du rétablissement de la trêve que sur la base d'une approche collective. Il ne nous appartient pas de prouver quoi que ce soit unilatéralement, mais il faut plutôt nous convaincre qu'il existe une volonté sincère de dissocier l'opposition qui coopère avec la coalition dirigée par les États-Unis du Front el-Nosra. Ensuite, il faudra éliminer le Front el-Nosra et intégrer l'opposition au processus politique. Si l'on ne parvient pas à nous convaincre, cela ne fera que renforcer nos soupçons que tout ceci vise à protéger le Front el-Nosra. Par conséquent, le seul moyen d'aller de l'avant est d'agir de manière concertée et en toute honnêteté, dans un contexte où toutes les parties respectent l'accord de cessation des hostilités au lieu de faire des revendications unilatérales en demandant qui fera preuve de bonne volonté, dans l'espoir d'en profiter par la suite.

M. Liu Jieyi (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. De Mistura, de son exposé.

Tout récemment, les affrontements dans certaines zones de la Syrie se sont intensifiées, faisant de lourdes pertes civiles, et un convoi humanitaire des Nations Unies a été attaqué. La Chine est vivement préoccupée par cette situation. Nous déplorons que les forces gouvernementales syriennes aient été touchées par des frappes aériennes et subi des pertes, et nous espérons que toutes les parties concernées renforceront leur coordination pour que de tels incidents ne se reproduisent pas à l'avenir.

Le conflit syrien dure depuis plus de cinq ans maintenant. La Chine compatit aux souffrances du peuple syrien et estime que cette situation ne saurait perdurer. À l'heure actuelle, la priorité est de faire en sorte que toutes les parties en Syrie mettent en œuvre effectivement les résolutions du Conseil de sécurité sur la question syrienne. La communauté internationale doit poursuivre ses efforts dans tous les quatre volets, à savoir un cessez-le feu, les négociations politiques, l'aide humanitaire et la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, afin de favoriser le règlement de la question syrienne.

La Chine espère que l'accord conclu entre la Fédération de Russie et les États-Unis concernant la cessation des hostilités entre toutes les parties syriennes sera efficacement mis en œuvre pour permettre une amélioration de la situation sur le terrain. La communauté internationale doit déployer des efforts concertés pour exhorter toutes les parties syriennes à appliquer l'accord afin de rétablir dès que possible le cessez-le-feu.

Plus la situation est complexe en Syrie, plus il est important de défendre l'orientation générale du règlement politique et de permettre à l'ONU de jouer pleinement son rôle en tant que principale voie de médiation. Il importe également d'appuyer les efforts de l'Envoyé spécial, M. De Mistura, de relancer les pourparlers de Genève dans les plus brefs délais et de promouvoir un processus politique pris en charge et dirigé par les Syriens afin de parvenir à des arrangements prenant en compte les intérêts de tous. Les pays de la région doivent jouer un rôle positif dans la promotion d'un règlement politique en Syrie.

Au fil des jours, la situation humanitaire en Syrie devient de plus en plus précaire. Toutes les parties syriennes doivent garantir un accès humanitaire sans entrave et veiller à ce que les fournitures humanitaires soient livrées à temps et dans des conditions sûres. La communauté internationale doit continuer d'intensifier son aide humanitaire à la Syrie pour atténuer la souffrance humaine sur le terrain, et elle doit également fournir une aide aux pays voisins et les aider à accueillir des réfugiés.

La lutte contre le terrorisme est une composante extrêmement importante du règlement de la situation en Syrie. Le conflit syrien est à l'origine de la montée et de la propagation du terrorisme. Si nous ne l'éradiquons pas, il n'y aura pas de paix pour le peuple syrien et pas de sécurité pour les pays de la région. La communauté internationale doit lutter avec détermination contre

toutes les forces terroristes désignées par le Conseil de sécurité, notamment l'État islamique. Dans le contexte de la coopération internationale contre le terrorisme, nous devons améliorer le partage de renseignements, empêcher une idéologie extrémiste de se répandre sur les médias sociaux et bloquer le flux de terroriste et leurs sources de financement.

La Chine déploie des efforts inlassables pour promouvoir un règlement politique en Syrie, et elle a décidé d'intensifier ses efforts pour encourager les parties à trouver une solution politique globale au conflit aussitôt que possible. La Chine se tient prête à jouer un rôle constructif dans la promotion d'un règlement définitif, juste et adapté en Syrie.

M. Ramírez Carreño (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La République bolivarienne du Venezuela a toujours soutenu que la recherche d'une solution pacifique et négociée au conflit en Syrie doit se fonder sur le respect de la souveraineté, de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale de ce pays, en prenant en compte la légitimité du Gouvernement en tant qu'interlocuteur essentiel dans le cadre de ce processus. Au beau milieu de ce conflit sanglant et prolongé, l'accord de cessation des hostilités annoncé le 9 septembre par les coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie a été accueilli avec un optimisme prudent en vue de rétablir la paix et la stabilité en Syrie.

Malheureusement, il convient de souligner que les opérations militaires menées contre l'armée syrienne en fin de semaine dernière par la coalition anti-État islamique d'Iraq et du Levant dirigée par les États-Unis compromettent la mise en œuvre de l'accord de cessation des hostilités conclu il y a quelques jours. Le Venezuela condamne et regrette l'attaque inexplicable menée contre des positions de l'Armée arabe syrienne par des avions nord-américains, britanniques et australiens, dont les pilotes ont été nommés par les membres de la coalition, le 17 septembre. Cette attaque a été suivie d'une offensive terrestre de Daech, qui cherche à gagner du terrain. Le Secrétaire d'État des États-Unis, M. Kerry, a affirmé durant le débat de haut niveau sur la situation en Syrie tenu le mercredi 21 septembre (voir S/PV.7774) que c'était une erreur. Il convient de souligner que cette erreur a porté un coup fatal à la cessation des hostilités et à la confiance fragile entre les parties. Ceci est particulièrement grave sachant que la ville de Deir ez-Zor et ses 250 000 habitants sont assiégés par Daech et ne sont défendus que par des contingents de l'armée syrienne.

Cette attaque regrettable a été immédiatement suivie d'une autre attaque contre des convois d'aide humanitaire se dirigeant vers Alep, dans laquelle plusieurs travailleurs humanitaires du Croissant-Rouge arabe syrien ont été tués. Cet acte odieux a été commis contre des travailleurs humanitaires qui, malgré les conditions difficiles liées à la guerre, s'acquittent de la noble tâche qui consiste à fournir une aide humanitaire à la population civile. Nous réitérons que les travailleurs humanitaires ne peuvent être considérés comme des cibles militaires, et c'est pourquoi toute attaque les visant a des conséquences pénales sur le plan international. Nous espérons également que nul ne se laissera aller à des conclusions irresponsables concernant les auteurs de cette attaque et qu'une enquête approfondie sera menée pour faire la lumière sur les faits.

Il ne fait aucun doute que ces deux événements regrettables ont provoqué une escalade du conflit et généré des attaques entre les deux parties. Il est important de souligner qu'à tout ceci s'ajoute la souffrance d'un pays tout entier, dont le tissu institutionnel a été gravement endommagé par la guerre déclenchée par les terroristes et leurs alliés, qui se refusent à accepter une vérité criante. C'est aux Syriens qu'il revient exclusivement de décider de l'avenir de leur pays et de leur gouvernement, car le règlement des conflits et des différends n'est possible que sur la base du dialogue et de négociations politiques, alors que la confrontation armée et l'ingérence étrangère sont vouées à l'échec et compromettent gravement les perspectives de paix et de stabilité dans la région. Ceci a été démontré de manière dramatique durant les terribles expériences en Libye et en Iraq, pays frères abandonnés et ensanglantés suite aux interventions militaires et à l'ingérence de gouvernements étrangers.

Sachant que l'ennemi principal dans le pays et la région est le terrorisme, un engagement véritable en faveur de la paix exige que l'opposition modérée mette fin à sa relation de convenance avec Daech, le Front el-Nosra ou le groupe nommé Jabhat Fatah el-Cham, créé récemment. Ce dernier cherche à déguiser son action terroriste en tissant des liens avec l'opposition modérée pour continuer de recevoir un appui politique et militaire d'autres pays. Les images abominables des atrocités commises par ces prétendus groupes d'opposition modérée contre la population civile à Alep – notamment la décapitation d'un garçon palestinien âgé de seulement 12 ans au son des rires sadiques et des

moqueries des combattants de la prétendue opposition modérée – restent très présentes dans nos esprits.

Notre pays s’associe à la préoccupation générale concernant la situation humanitaire en Syrie. C’est une catastrophe. À Alep ont été commises des violations graves du droit international et de l’obligation de protéger les civils. Nous sommes alarmés par les pertes en vies humaines, et nous craignons que la situations sur le terrain ne compromette les progrès accomplis depuis la déclaration de cessation des hostilités. Néanmoins, nous estimons que la convocation de la présente séance en urgence pour en faire un outil de propagande politique contre la Fédération de Russie et le Gouvernement syrien ne contribuera nullement à rétablir la confiance entre les parties ou à améliorer la situation humanitaire, et encore moins à appuyer sur le terrain les efforts visant à relancer les négociations et la possibilité d’une cessation des hostilités.

Nous estimons que le Conseil de sécurité doit se montrer à la hauteur de ses responsabilités considérables dans le contexte de ce conflit afin de préserver la paix et la sécurité internationales. Par ailleurs, en dépit des divergences qui existent entre ses membres et entre leurs positions nationales, il doit s’attacher à appuyer les efforts que déploie l’Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, pour relancer les négociations politiques et s’engager sur la voie de la paix, qui passe par la participation du Gouvernement légitime du Président Bashar Al-Assad dans tous ces efforts de longue haleine et complexes.

Enfin, nous ne pouvons renoncer. Le peuple syrien compte sur l’ONU pour permettre à son pays qui a tant souffert de s’engager dans la voie de la paix.

M. Aboulatta (Égypte) (*parle en arabe*) : Nous nous réunissons aujourd’hui encore une fois pour faire des déclarations et réitérer les positions divergentes sur la crise syrienne qui dure depuis plus de cinq ans. Il est malheureux que la présente séance se tienne sur fond de divergences continues entre les puissances internationales et régionales qui influent sur la situation sur le terrain et qui échouent jusqu’à présent à réaliser que les seuls à payer la facture de ces divergences ce sont le peuple syrien et les mères syriennes, qui préfèrent abandonner leurs enfants à leur sort en pleine mer plutôt que de rester dans leur patrie.

Ces derniers jours, plusieurs réunions consacrées à la Syrie se sont tenues à New York, que ce soit au Conseil de sécurité ou dans le cadre du Groupe international de soutien pour la Syrie (GISS). Nous nous sommes tous mis d’accord sur deux principaux points, qui sont les plus importants de tous. Le premier est que nous reconnaissons tous que la guerre en Syrie est une guerre par adversaires interposés et que la fin de l’effusion du sang dépend des forces impliquées dans les opérations militaires, directement ou indirectement. Le deuxième est que l’application de l’accord conclu entre la Russie et les États-Unis en vue de la prorogation de la cessation des hostilités est actuellement le seul moyen de parvenir à un cessez-le-feu et d’entamer le processus politique avant qu’il ne soit trop tard.

Je ne vais pas trop m’attarder, car l’évaluation de la situation actuelle est parfaitement claire. Mais je voudrais dire que je regrette que les deux coprésidents du (GISS n’aient pas pu commencer à appliquer l’accord qu’ils ont conclu. Nous sommes également étonnés et désolés par les récits divergents, voire contradictoires, faits s’agissant des évènements qui se déroulent sur le terrain durant cette période critique, alors que les États-Unis et la Russie possèdent les moyens et les techniques modernes nécessaires pour vérifier les faits sur le terrain.

C’est pourquoi j’invite encore une fois la Russie et les États-Unis à se départir de leur esprit de concurrence, à mettre de côté leurs divergences politiques, à assumer leurs responsabilités et à s’employer à renforcer leur coordination bilatérale en vue de mettre en œuvre l’accord de cessation des hostilités, loin de toutes surenchères et d’accusations par médias interposés, que certains exploitent pour attiser la situation et tuer le peu d’espoir qu’on a encore dans le processus politique.

J’invite aussi toutes les puissances, dont tout le monde sait qu’elles sont en mesure d’influer sur les parties en conflit et sur le cours des combats, à appuyer la mise en œuvre de l’accord russo-américain en toute bonne foi. Et j’invite l’Envoyé spécial Staffan de Mistura à se préparer à relancer les négociations directes entre les parties syriennes dès que possible, sans préconditions posées par l’une ou l’autre des parties.

Réveillons-nous : des centaines de milliers de personnes ont été tuées et des millions d’autres ont été déplacées. Le moment est venu de réfléchir aux intérêts supérieurs du peuple syrien, loin des intérêts étroits, des ambitions politiques et des polarisations extérieures qui ne se sont jamais préoccupées de l’avenir de la Syrie, ont divisé le pays entre groupes ethniques et permis aux groupes terroristes de s’infiltrer en Syrie, d’y déployer leur emprise et de décider de son avenir.

M. Oyarzun Marchesi (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je remercie la France, le Royaume-Uni et les États-Unis d'avoir demandé la tenue de la présente séance. Il fallait que le Conseil de sécurité se réunisse aujourd'hui étant donné l'aggravation de la situation. Nous sommes confrontés à la vague de bombardements la plus intense depuis que le conflit a éclaté en Syrie. Je remercie M. Staffan de Mistura de son travail et de son refus de jeter l'éponge.

Notre premier message ne peut être qu'une condamnation claire des attaques brutales survenues ces derniers jours. Le non-respect de la cessation des hostilités par le régime d'Assad et son intention déclarée de lancer une offensive pour rependre la partie est d'Alep enfreignent toutes les résolutions du Conseil de sécurité concernant ce conflit. Face à ce défi, la communauté internationale est tenue d'agir en urgence. C'est aux membres du Conseil de sécurité ayant une influence directe sur le Gouvernement d'Assad, la Fédération de Russie en particulier, qu'il appartient maintenant de mettre fin à l'escalade de la violence à Alep. Malgré la gravité de la situation, l'Espagne continue de croire qu'il est encore possible de trouver un moyen de régler ce conflit par des moyens diplomatiques : nous sommes solidaires de Staffan.

Il y a trois mesures essentielles sur lesquelles nous – le Groupe international de soutien pour la Syrie (GISS) et le Conseil de sécurité – devons concentrer nos efforts. Premièrement, garantir un cessez-le-feu; deuxièmement, assurer l'accès humanitaire; et, troisièmement, créer les conditions nécessaires pour la reprise de la médiation des Nations Unies. C'est pourquoi l'Espagne appuie la proposition avancée par les États-Unis de suspendre les frappes aériennes. Nous continuons de croire que cela pourrait servir de base à un nouvel accord entre les coprésidents du GISS.

Nous appuyons cette proposition en pensant avant tout à la communauté humanitaire, qui a besoin d'un minimum de mesures de confiance pour reprendre l'acheminement de l'aide à Alep. Mais nous l'appuyons également car nous sommes conscients qu'il importe d'établir une distinction entre l'opposition et les groupes terroristes. Comme l'a souligné ici il y a quelques jours notre Ministre des affaires étrangères et de la coopération, M. García Margallo (voir S/PV.7774), il importe de tracer une ligne et de faire comprendre clairement à l'opposition que le moment est venu de faire un choix, de décider, sans ambiguïté aucune, de quel côté elle est.

Nous sommes prêts à étudier toutes les possibilités d'améliorer la vérification de la cessation des hostilités, comme la France l'a proposé. Mais le plus urgent c'est de mettre fin aux combats, en particulier aux attaques aveugles contre les civils, au siège imposé à la population qui n'est pas partie au confit, et à la destruction d'édifices et d'infrastructures indispensables pour la survie des habitants d'Alep.

Je terminerai en parlant de l'attaque qui a pris pour cible le convoi des Nations Unies et du Croissant-Rouge syrien, le 19 septembre. Il ne s'agit pas que d'une énième attaque grave menée contre des civils ces derniers jours; c'est une violation flagrante du droit international humanitaire qui ne saurait rester impunie. Nous suivrons de près les conclusions de l'enquête ouverte par le Secrétaire général pour exiger que les responsabilités soient engagées de manière appropriées.

M. Lucas (Angola) (*parle en anglais*) : Nous remercions l'Envoyé spécial, M. De Mistura, de son exposé et de sa détermination déclarée de ne pas abandonner sa mission, dans l'exécution de laquelle nous l'appuyons pleinement.

Nous regrettons vivement que la présente séance se tienne à cause de la tournure négative prise par les évènements en Syrie, avec l'effondrement de l'accord de cessez-le-feu, la reprise des frappes aériennes et les combats généralisés dans la ville d'Alep. On ne saurait trop insister sur les effets dévastateurs de la dernière escalade des combats sur la population civile. Il est profondément regrettable que les États-Unis et la Fédération de Russie n'aient pas été en mesure de mettre en œuvre efficacement leur accord coordonné de cessation des hostilités et une action collective contre les groupes terroristes opérant en Syrie.

Nous partageons la frustration de la plupart des membres du Conseil. On nous avait donné à entendre que le Groupe international de soutien pour la Syrie serait un mécanisme plus efficace comme fer de lance du processus de paix syrien. Or il semble que les principales parties prenantes au sein du Groupe ambitionnent un processus diplomatique qui perd de la crédibilité sur le terrain en Syrie, ici à l'ONU et aux yeux de l'opinion publique mondiale.

La préoccupation autour du fait que certains groupes d'opposition clefs coopèrent avec des organisations terroristes connues est légitime. Il est essentiel de faire la distinction entre eux. Toutefois, les attaques aveugles menées contre des zones et

des installations civiles ne peuvent être tolérées, indépendamment de la question de savoir si des combattants terroristes peuvent être ou non présents dans ces zones. Il est également évident qu'il s'agit d'éléments cherchant à porter atteinte aux efforts de cessation des hostilités et de fourniture de l'aide humanitaire. Nous estimons qu'il est temps que les États-Unis et la Russie associent d'autres parties prenantes concernées, y compris les membres du Conseil de sécurité, au processus de négociation des modalités d'un accord de cessez-le-feu afin de permettre de trouver une solution efficace et durable aux principales préoccupations qui ont jusqu'à présent fait achopper le processus.

La République arabe syrienne ne peut continuer d'être le théâtre où se déploient des rivalités internationales et une guerre par procuration entre puissances régionales et internationales. Les répercussions politiques et humanitaires du conflit syrien sont susceptibles de nous poursuivre pendant des générations à moins qu'une solution ne soit trouvée en temps voulu. Compte tenu du fait que les négociations bilatérales, en secret, n'ont donné que de très piètres résultats s'agissant de trouver une solution définitive à l'impasse, nous demandons avec force que soit adoptée une méthodologie plus ouverte et inclusive si l'on veut pouvoir sauver les chances de paix et de réconciliation et acheminer les secours humanitaires si nécessaires à la population civile, en particulier dans la ville d'Alep.

Enfin, bien qu'au désespoir, nous sommes prêts et disposés à nous joindre au Conseil de sécurité en réponse à l'appel que lui a lancé M. De Mistura, afin qu'il fasse pression en vue d'une cessation de la violence et d'une trêve hebdomadaire de 48 heures permettant l'acheminement de l'aide humanitaire, que soient permises les évacuations médicales, et qu'il exhorte les coprésidents du Groupe de soutien international pour la Syrie à renouveler énergiquement leur engagement de sauver l'accord de cessation des hostilités.

M. Seck (Sénégal) : Madame la Présidente, en convoquant cette séance d'urgence en ce jour dominical, vous interpelez notre conscience collective, car quatre jours à peine après le débat de haut niveau que votre pays a organisé ici-même, nous voici réunis à la demande conjointe de la France, des États-Unis et de la Grande-Bretagne, que je remercie de cette initiative, pour nous pencher une fois de plus sur la situation intenable que vit le peuple syrien, victime d'un conflit qui le dépasse totalement. Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, des informations de première main qu'il nous a livrées. Je remercie aussi M. De Mistura de sa volonté de maintenir le cap, malgré les appels à la démission.

Ce qui se passe en Syrie est insoutenable, disait le Président sénégalais ici-même il y a quatre jours (voir S/PV.7774). Sous le fracas des bombes, réunion après réunion, négociation après négociation, résolution après résolution, des vies humaines sont anéanties, des maisons, des marchés, des écoles et des établissements sanitaires réduits à néant en violation de toutes les règles du droit international. En dépit des efforts louables des organismes humanitaires et des bonnes volontés, c'est tout un peuple qui agonise, tout un pays qui s'effondre avec son économie et son riche héritage culturel multiséculaire. « Pour combien de temps? », demandait notre Président il y a quatre jours ici-même. La cessation des hostilités obtenue à la faveur de la résolution 2268 (2016), condition indispensable à la fourniture correcte de l'assistance humanitaire et essentielle pour la relance du processus politique, est aujourd'hui sérieusement compromise.

À cela s'ajoute le fait que l'espoir suscité par l'accord récent de cessez-le-feu conclu entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie, coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie, et qui prévoyait, outre des corridors sûrs pour livrer l'assistance humanitaire, des actions coordonnées contre les groupes terroristes, notamment l'État islamique et le Jabhat Fatah el-Cham, ex-Front el-Nosra, a fini par voler en éclats avec, notamment, l'offensive de grande envergure lancée contre la partie est d'Alep. À l'occasion du débat de haut niveau précité, organisé le 21 septembre dernier, le Sénégal lançait un appel aux coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie pour le maintien du cessez-le-feu. Pour autant que ce cessez-le-feu tienne encore, la délégation sénégalaise renouvelle son soutien à la constitution d'un centre de commandement commun pour superviser la situation.

Au vu de la gravité de la situation en Syrie, principalement à Alep, le Sénégal est plus que jamais convaincu que la paix en Syrie passera par le respect scrupuleux du droit international humanitaire et c'est pourquoi nous appuyons les trois recommandations de l'Envoyé spécial, M. De Mistura : protection des infrastructures civiles, pause humanitaire de 48 heures, et autorisations d'évacuations médicales. M. De Mistura nous disait que plusieurs camions chargés étaient prêts.

Il nous faut aussi un consensus fort et durable entre les parties dans leur lutte contre le terrorisme,

ennemi commun de la communauté internationale, car, pendant que le Conseil est divisé, pendant que le Groupe international de soutien pour la Syrie est bloqué continuent de prospérer en Syrie les organisations terroristes, attirant davantage de combattants terroristes étrangers et faisant de ce pays un sanctuaire pour toutes les organisations criminelles. C'est fort de ce constat malheureusement terrible que la délégation sénégalaise renouvelle à M. Staffan de Mistura toute sa confiance pour la poursuite de ses efforts en vue de la recherche d'une solution politique à la crise syrienne, car la guerre n'est pas une option.

M. Rosselli (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Pendant que nous échangeons ici les déclarations, les bombes continuent de tomber à Alep, les enfants continuent de mourir. Les femmes continuent de mourir. Les personnes âgées continuent de mourir. La protection des civils, dont nous avons toujours dit qu'elle était une responsabilité primordiale des États, ne paraît pas être bien appliquée aujourd'hui quand nous voyons l'intensité des événements qui se déroulent à Alep, qui sont, ni plus ni moins, un massacre.

C'est ce qui arrive quand des bombes tombent sur la population civile, les installations médicales et les écoles. Rien ne justifie un massacre – absolument rien. Nous pensions que nous serions en mesure de respirer un peu cette fin de semaine après avoir dit au revoir aux membres de nos délégations respectives mais, hier soir, nous avons été convoqués à la présente séance. Et maintenant nous posons les questions suivantes : qu'est-ce que le Conseil va faire pour la Syrie? Quel sera le résultat de nos délibérations face à cette horreur?

Malheureusement, je suis parvenu à la conclusion que, quoi que l'on dise dans nos discours respectifs ici pour exprimer notre indignation et réitérer nos positions concernant la situation – je pourrais appeler de nouveau à ce que le droit humanitaire soit respecté, à ce que les civils se trouvant au cœur de l'horreur de la guerre soient protégés et à ce que chaque partie assume ses responsabilités – si le bombardement épouvantable de l'est d'Alep et de sa population civile continue, la population de la ville ne finira pas entre les mains des terroristes, elle sera simplement exterminée. Je pourrais également réitérer notre appui à M. Staffan de Mistura. Quand, à Genève, mes collègues et moi parlons de Staffan, nous l'appelons toujours « our constant hero », c'est-à-dire notre héros loyal. Nous sommes fascinés par sa persévérance et son optimisme inconcevable.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Il est notre héros loyal, mais pas un superhéros.

(*l'orateur reprend en espagnol*)

Si Staffan pouvait faire des progrès, il n'en fera que – et nous le disons très franchement – si deux membres du Conseil de sécurité, à savoir les États-Unis et la Russie, reprennent les pourparlers et parviennent d'une manière ou d'une autre à la reprise du processus, ma délégation et d'autres ne pourront apporter que leur appui.

Je le répète, nous exhortons la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique d'essayer de se réunir comme ils l'ont fait à de nombreuses reprises par le passé pour relancer le processus. Sans eux, les bombes continueront d'être lancées, des personnes continueront de mourir et la guerre elle-même se poursuivra – nous savons que les guerres peuvent être interminables – et l'horreur continuera. Nous considérons que la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique ont tous deux agi de bonne foi quand ils ont travaillé ensemble. Nous estimons que beaucoup de choses ont eu lieu depuis pour les éloigner l'un de l'autre. Néanmoins, à l'instar de notre « constant hero », nous leur demandons de faire preuve de la même persévérance et de continuer de travailler ensemble, car ils obtiendront certainement l'appui de la grande majorité des membres du Conseil en vue de faciliter progressivement le retour à la paix en Syrie et de donner à la population syrienne un semblant de vie normale.

M. Ibrahim (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué la séance d'aujourd'hui pour examiner, une nouvelle fois, un autre fait abasourdissant.

Les dernières informations en date fournies par M. Staffan de Mistura dressent un tableau sombre des difficultés auxquelles nous nous heurtons en Syrie. Il y a quatre jours à peine, nous avons entendu un message fort et clair du Secrétaire général dans cette salle (voir S/PV.7774) soulignant notre échec collectif en ce qui concerne la Syrie. Je me souviens que tous les membres du Conseil, et même le représentant syrien, ont dit que l'accord du 9 septembre entre les États-Unis et la Russie était porteur d'espoir et qu'ils l'appuyaient. Tout le monde dans cette salle partageait l'opinion selon laquelle il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il est nécessaire de respecter la cessation des hostilités, de se conformer au droit international, de protéger les civils et de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire.

Hélas, alors même que nous pensions que la situation ne pouvait pas empirer davantage en Syrie, nous avions vraiment tort. Nous sommes à nouveau scandalisés par les frappes aériennes impitoyables contre les civils à Alep, menées en recourant à des armes incendiaires et à des bombes pénétrantes. Des centaines de personnes ont été tuées ou blessées, dont de nombreux enfants. Des bébés et des enfants ont été pris au piège dans les décombres et sont morts écrasés. Près de 2 millions de personnes sont dans une situation désespérée, sans accès à l'eau courante, la principale station de pompage de la ville ayant été détruite, les enfants risquant en particulier de contracter des maladies hydriques.

La Malaisie condamne la dernière escalade militaire en date à Alep, qui constitue une violation flagrante de la cessation des hostilités convenue et met gravement en péril l'accord du 9 septembre. Les plus récents actes d'agression ôtent le bénéfice du doute que nous avions pu accorder aux parties au conflit. Ils soulèvent des questions sur leur volonté et leur sincérité s'agissant d'honorer leurs obligations relatives à la cessation des hostilités.

La Malaisie appelle les parties au conflit à ne pas perdre de vue la paix et à saisir chaque occasion qui se présente pour s'engager de nouveau, sans tarder, à appliquer l'accord du 9 septembre, en particulier par la cessation des combats. Je demande à nouveau instamment aux parties au conflit de respecter le droit international humanitaire, y compris en assurant un accès humanitaire sans restrictions et en protégeant les civils et les infrastructures civiles, y compris les enfants, le personnel humanitaire, les écoles et les hôpitaux. Je reprends également l'appel du Secrétaire général tendant à ce qu'une enquête indépendante et que des responsabilités soient engagées pour les diverses atrocités commises contre des civils pouvant constituer des crimes de guerre.

Enfin, la Malaisie voit d'un bon œil l'initiative de la France de mettre au point un mécanisme de surveillance crédible et efficace afin de contrôler le cessez-le-feu et l'accès humanitaire et d'en rendre compte. La Malaisie est prête à s'investir de manière constructive dans cette proposition. À ce stade, nous ne devons pas perdre espoir. Nous ne devons pas désespérer. Nous devons sans tarder aller au-delà des condamnations orales ou des grandes déclarations et proposer des mesures efficaces et concrètes qui auraient des effets positifs sur la vie de milliers de Syriens sur le terrain.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je remercie les délégations des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France de leur initiative de demander l'organisation de la séance d'information d'aujourd'hui, et la présidence d'avoir donné rapidement suite à leur demande. Nous sommes également reconnaissants à l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, de son évaluation franche de la situation et de son courage.

La très récente tournure des événements est extrêmement inquiétante, en particulier peu de temps après la tenue, la semaine dernière, de la réunion de haut niveau consacrée à la Syrie (voir S/PV.7774) dans cette salle. Nous condamnons la décision de Damas et de ses alliés de mener une offensive dans l'est d'Alep. Il s'agit d'une violation flagrante de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et des accords conclus récemment à Genève. L'Ukraine n'a pas connaissance de tous les détails des plus récents cycles de négociation entre toutes les parties concernées par la question syrienne. Néanmoins, le point important concernant cette situation, c'est que les mesures prises par le régime syrien et ses alliés sont contraires aux fondements mêmes du droit international humanitaire. Leurs actes violent chaque principe essentiel de la décence humaine. Est-ce l'état de choses que le Conseil de sécurité est disposé à accepter comme une réalité, ou le Conseil peut-il enfin trouver le courage de s'attaquer à cette situation? Dans ce dernier cas, cela dépend bien sûr de la volonté politique d'un petit nombre de membres du Conseil, la Russie au tout premier rang.

Plus de 200 civils ont été tués et 300 blessés au cours des dernières 48 heures, marquées par les bombardements aériens et terrestres soutenus qui ont visé l'est d'Alep assiégé. Cela en dit long sur les véritables intentions de Bashar Al-Assad et de ses alliés russes, et le nombre des victimes n'est très probablement pas définitif. Nous approuvons les observations faites hier par le Secrétaire général au sujet de la situation en Syrie. Nous sommes également consternés par l'effroyable escalade militaire à Alep. La déclaration faite récemment à l'Assemblée générale par la délégation syrienne selon laquelle la victoire était d'autant plus grande que l'armée gagne du terrain dans la guerre contre le terrorisme (voir A/71/PV.16) semble particulièrement cynique et révélatrice.

Les informations disponibles concernant l'emploi d'armes incendiaires et de munitions de pointe, telles les bombes pénétrantes, durant les combats en cours autour d'Alep permettent d'y voir plus clair sur la participation

destructrice de la Russie. Tout au long de l'année, la délégation ukrainienne n'a cessé d'émettre des réserves et des doutes au sujet de la véritable nature du rôle de la Russie dans le conflit syrien. À maintes occasions, il s'est avéré que nous avions raison – ce qui, d'ailleurs, ne nous réjouit pas.

En l'occurrence, nous ne demandions qu'à avoir tort. Je ne vais pas répéter ce que j'ai déjà dit en de multiples occasions. Je me contenterai de dire qu'espérer parvenir à un arrangement tenable avec la Russie et Assad à ce stade, c'est se bercer d'illusions. Tant que ces deux parties s'entêteront à vouloir une solution militaire, toute pause dans les combats, tout accord de cessez-le-feu et toute hésitation politique ou inclination injustifiée à accorder le bénéfice du doute sera exploité sans merci par les faucons de Damas et Moscou afin de conforter leurs positions militaires et d'être en position de force pour négocier.

À l'heure moment même où nous parlons, la Russie vient d'achever le redéploiement de nouveaux avions de chasse Sukhoï Su-25, destinés à apporter un appui aérien direct à la Syrie. Envoyons un message clair à ceux qui planifient de reconquérir la partie est d'Alep. L'idée qu'une victoire du régime ramènera par la force des choses la stabilité en Syrie est une dangereuse illusion. Un scénario à la Grozny n'est pas faisable ni tenable en Syrie. Je rappelle au Conseil que Grozny est la capitale de la Tchétchénie, qui a été totalement rasée par l'armée russe entre 1994 et 1995 durant la première guerre de Tchétchénie. À l'époque, le commandement russe avait coutume de dire que l'objectif était de chasser les terroristes de la ville en faisant le moins de victimes civiles possible. Un argument qui nous est familier, n'est-ce pas? Si l'histoire récente peut nous montrer une chose, c'est qu'il n'y a pas de solution militaire en Syrie. Ceux qui pensent le contraire devront supporter les conséquences de leurs actes, sur le champ de bataille mais aussi sur la scène internationale. L'enjeu vaut-il la peine que les Syriens soient toujours plus nombreux à perdre la vie? J'en doute.

M. Okamura (Japon) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance. Nous remercions également l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, de son exposé détaillé. La semaine dernière, celle du 19 septembre, était la semaine de haut niveau à l'Assemblée générale et aurait dû être celle d'une percée dans la crise en Syrie.

Nous avions accueilli positivement l'accord auquel étaient parvenus le 9 septembre les États-Unis et la Fédération de Russie et espérions que le recul de la violence permettrait un accès humanitaire plus important et sans entrave ainsi que la reprise du processus politique. Au lieu de cela, la semaine de haut niveau s'est ouverte cette année sur la nouvelle consternante en provenance d'Ouroum el-Koubra dans la province d'Alep, où un entrepôt du Croissant-Rouge arabe syrien et un convoi humanitaire de l'ONU et du Croissant-Rouge arabe syrien ont été attaqués. Le Japon présente ses sincères condoléances aux familles de tous les agents humanitaires tués alors qu'ils effectuaient leur travail si précieux en Syrie. Le Japon demande à l'ONU de procéder à une enquête sur cet incident et d'en rendre les conclusions publiques.

Selon les informations, les conséquences de l'intensification des combats à Alep ces derniers jours sont absolument dévastatrices. Nous sommes extrêmement préoccupés par la situation sur place. Il faut garantir de toute urgence la protection et l'accès. À cet égard, la journée de lundi prochain aura valeur de test pour l'accès humanitaire. En effet, des convois d'aide humanitaire censés acheminer des articles dans la partie est d'Alep attendent à la frontière syro-turque mais les denrées alimentaires qu'ils transportent seront bientôt périmées. Nous exhortons le Gouvernement syrien, les groupes d'opposition et tous les États ayant une influence sur eux à faire en sorte que ces camions puissent pénétrer dans l'est d'Alep.

Nous sommes tous d'accord sur le fait que seul un cessez-le-feu immédiat pourra améliorer cette situation épouvantable. Sans cessez-le-feu, il ne sera pas possible d'étendre l'accès humanitaire, de protéger les civils et de reprendre le processus politique. La chose importante pour l'heure est de remettre l'accord entre la Russie et les États-Unis sur les rails. Face à l'intensification effroyable des combats et à la situation humanitaire catastrophique, nous devons surmonter nos désaccords et faire front commun pour arrêter cette tragédie abominable.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de la Nouvelle-Zélande.

Comme notre collègue du Sénégal l'a rappelé, il y a seulement quatre jours, le Premier Ministre de mon pays convoquait une séance dans cette salle (voir S/PV.7774) au cours de laquelle les dirigeants se sont entendus sur plusieurs points. Ils ont convenu qu'il ne

pouvait y avoir de solution militaire au conflit syrien. Ils ont convenu de la nécessité de faire cesser de toute urgence les combats et d'unir nos efforts pour faire en sorte que l'arrangement intervenu entre les États-Unis et la Fédération de Russie concernant la cessation des hostilités soit appliqué. Ils ont reconnu que le peuple syrien a enduré bien trop de souffrances et qu'il était indispensable de garantir un accès humanitaire total et sans entrave aux personnes dans le besoin. Et ils ont convenu de la nécessité de mettre en place les conditions d'une reprise des pourparlers politiques.

Nos dirigeants ne se sont pas mis d'accord sur tout, et ils n'ont pas non plus tenté de faire croire qu'il existait une solution facile, mais au moins ils se sont entendus sur ces points. C'est donc avec la plus grande consternation que nous nous retrouvons une nouvelle fois dans cette salle, alors que les avions syriens, aidés, semble-t-il, par la Russie, sont en train de perpétrer un carnage dans l'est d'Alep. Ces opérations, qui, selon les informations, comprennent l'utilisation d'armes incendiaires et autres armes frappant sans discrimination, sont très choquantes et révèlent un mépris total pour les effets dévastateurs qu'elles ont sur les civils. Mais le plus scandaleux, c'est qu'elles font voler en éclats les maigres espoirs qui subsistaient quant au maintien de la cessation des hostilités et à la reprise du processus de paix.

Comme le Premier Ministre de mon pays l'a dit clairement dans cette salle il y a quelques jours, les bonnes paroles ne sont pas suffisantes. Ceux qui prétendent être en faveur de la paix doivent joindre le geste à la parole. Ma délégation demande au Gouvernement syrien de cesser immédiatement ses bombardements sur les civils et de faire la preuve de sa volonté véritable de parvenir à une paix négociée, et nous demandons à tous ceux qui veulent réellement une solution politique à faire de même, notamment ceux qui ont le plus d'influence sur le Gouvernement syrien.

Je pense en particulier à ceux dont l'appui politique et matériel rend possibles les actions que mènent actuellement le Gouvernement syrien. Cet appui sape les dernières chances du processus de paix et détruit la vie d'innocents sous couvert de lutter contre le terrorisme. Le Gouvernement syrien doit maintenir ses avions au sol, ralentir son armée et honorer ses engagements au titre des résolutions 2254 (2015) et 2268 (2016). La Nouvelle-Zélande en appelle aussi aux Gouvernements russe et iranien. S'ils veulent vraiment la paix, ils doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir au cours des prochains jours pour faire cesser les combats et donner une chance à l'accord passé entre les États-Unis et la Russie.

Nous estimons que l'opposition a des responsabilités elle aussi. Tous ceux qui ont une influence sur cette dernière doivent l'encourager à respecter le cessez-le-feu et à se désolidariser des groupes terroristes. Toutefois, ce que le Gouvernement syrien et ses alliés sont en train de faire rend cette prise de distance plus difficile et prolonge la guerre. Toutes les parties impliquées en Syrie doivent bien réfléchir et se demander si elles entendent oui ou non collaborer sincèrement à la recherche de la paix. C'est pourquoi, à l'instar d'autres membres, nous appuyons pleinement la requête et les appels que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, a adressés au Conseil, sa demande d'appui, son appel à la cessation des hostilités et pour que la protection des civils soit une priorité, et sa requête que des trêves de 48 heures et des évacuations médicales soient mises en place.

Nous admirons la détermination de M. De Mistura et sa conviction que le cours actuel des événements peut être modifié. Pour sa part, la Nouvelle-Zélande fera son possible pour trouver une cause commune qui poussera le Conseil, comme nous l'a demandé M. De Mistura, à agir en vue de faire respecter la cessation des hostilités en Syrie. La poursuite de ce conflit ne bénéficie à personne, et certainement pas aux civils syriens.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Un collègue d'un des trois États qui ont demandé la tenue de la présente séance – le Représentant permanent du Royaume-Uni – a déclaré que mon pays, la Syrie, est en lambeaux et à l'agonie. Je voudrais le rassurer en lui disant dire que mon pays n'a jamais été en lambeaux et ne le sera jamais. Ses paroles s'apparentent au rêve de Satan qui souhaitait monter au paradis. Ce ne sont que des rêves contrastés qui ne peuvent pas être interprétés et qui n'ont pas de sens. Elles ne sont pas dignes d'un membre permanent du Conseil de sécurité. Quant aux trois membres permanents, à les entendre, on croirait qu'ils ont reinventé la roue quand ils déclarent avoir découvert que le Gouvernement syrien s'efforçait de reprendre Alep. Quelle grande découverte! Comme si Alep était une ville de Djibouti ou de l'Afghanistan ou, pourquoi pas, du Brésil. Je tiens à leur assurer que

le Gouvernement syrien reprendra la ville d’Alep tout entière. Si les pays des membres permanents du Conseil de sécurité ont chacun une capital, nous en avons deux, Damas et Alep.

Si Shakespeare ou les pionniers du théâtre de l’absurde, Jean Genet, Adamov, Kafka, Kierkegaard et Georges Shehadeh, ressuscitaient, ils auraient écrit de meilleures tragédies et de meilleures pièces que ce qu’ils ont écrit à leur époque. Ils n’auraient jamais entendu des mensonges similaires à ceux que l’on proférait au Roi Lear. Certains pleurent la mort de personnes qu’ils ont tuées de leurs propres mains. Ils versent des larmes de crocodile. Les mêmes trois membres permanents qui ont demandé cette séance d’urgence ont empêché à 13 reprises l’adoption d’une déclaration présidentielle qui aurait condamnéles attentats à la voiture piégée et les auteurs d’attentats-suicides, ainsi que les frappes opérées par erreur par leurs propres forces. Ces pays ont empêché 13 fois l’adoption d’une simple déclaration présidentielle condamnant un attentat terroriste commis en Syrie. Ils ont aussi fait échouer les efforts déployés par nos amis au sein du Conseil pour adopter des résolutions condamnant le terrorisme. Mais lorsqu’un terroriste solitaire français dénommé Mohammed Merah a semé la terreur dans la ville française de Toulouse, il a été abattu par 300 balles aux mains des forces d’élite françaises. Bon débarras.. Mais personne en Syrie ou ailleurs n’a jamais, qualifié ce terroriste français de membre d’un groupe d’opposition armée modérée. . Nous ne qualifions non plus ainsi les terroristes aux États-Unis et ailleurs. Même si l’Espagne devait céder le Pays basque – ou la France la Corse, ou la Grande-Bretagne l’Écosse ou les États-Unis la Californie ou le Texas – le Gouvernement syrien ne renoncerait jamais à un centimètre de son territoire, tel qu’énoncé dans sa Constitution et en vertu du droit international.

C’est à la demande de certains membres du Conseil qui tentent de venir au secours de groupes terroristes armés qu’ils qualifient à tort d’opposition armée modérée, que nous nous sommes réunis ici aujourd’hui. C’est ce qu’ils font chaque fois qu’il semble que ces groupes, attaqués par l’Armée arabe syrienne et ses alliés, sont sur le point d’être vaincus. Ils ont oublié le crime commis par le groupe rebelle, appelé les Bataillons Noureddine Zanki, qui a décapité Abdullah Issa, un enfant palestinien, sous les yeux du monde entier. À cette époque, ce groupe rebelle contrôlait, avec le Front el-Nosra, le camp de réfugiés palestiniens de Handarat à Alep. Nous croyons que la demande de la tenue de cette séance d’urgence est un message envoyé, par les pays qui ont fait cette demande, au Front el-Nosra et aux autres groupes terroristes que leur appui et leur protection politique se poursuivront sans relâche, et que l’arme du terrorisme utilisée pour exercer une pression politique sur le Gouvernement syrien et ses alliés continuera d’être efficace.

Nous avons la responsabilité constitutionnelle de protéger nos citoyens contre les actes commis par les groupes terroristes armés qui ont causé des souffrances à notre peuple à Alep, une responsabilité similaire à celle d’autres membres du Conseil. L’opération militaire menée par l’armée syrienne et ses alliés, a commencé il y a deux jours, essentiellement après la fin d’une pause de sept jours observée dans les opérations militaires, au lendemain de l’échec de la prétendue trêve. Ils ont tout fait pour protéger les civils, les prévenant de s’éloigner des positions des groupes terroristes armés dans des zones situées dans la partie est d’Alep. L’Armée a fait tout son possible pour assurer une évacuation des civils dans la sécurité et pour leur fournir des logements et de produits de première nécessité, y compris à ceux qui avaient pris les armes contre l’État sur la foi de fausses promesses. Par contre, les groupes terroristes ont continué d’empêcher les civils de quitter l’est de la ville d’Alep, dans l’intention de les utiliser comme boucliers humains. Nous savons qu’Alep a plus de 2 millions d’habitants; 1,75 millions d’entre eux vivent sous administration de l’État dans des zones contrôlées par lui, alors que 275 000 sont des otages vivant dans les conditions les plus difficiles dans l’est d’Alep, qui est contrôlé par le Front el-Nosra et ses alliés.

Dans ce contexte, mon pays condamne l’emploi d’armes interdites au niveau international. Nous soulignons que toutes les opérations militaires menées par l’Armée syrienne et ses alliés sur le territoire syrien respectent la Charte des Nations Unies et les lois internationales, et sont conformes aux résolutions du Conseil de sécurité sur la lutte contre le terrorisme. À cet égard, mon gouvernement dénonce les allégations mensongères portées par certains membres du Conseil et par de hauts représentants de l’ONU, qui accusent l’Armée syrienne et ses alliés d’employer délibérément des armes interdites par la communauté internationale ou de prendre intentionnellement les civils pour cible. De telles fausses accusations de la part de hauts fonctionnaires du Secrétariat condamneront assurément cette Organisation internationale au même sort que la Ligue des nations. Ce genre de comportement irresponsable causera son effondrement.

Il est en effet étranger que le Secrétaire général et ses collaborateurs de haut rang fassent de fausses accusations fondées sur de faux témoignages de terroristes. Et cela survient alors qu'il existe des preuves irréfutables attestant que les groupes terroristes armés, dont l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), ont utilisé des armes chimiques des dizaines fois contre du personnel militaire et des civils et que l'EIIL s'est emparé d'une usine de fabrication de chlore située à 65 kilomètres d'Alep.

Je viens de recevoir des informations très inquiétantes selon lesquelles des terroristes d'Ahrar el-Cham ont l'intention de mener des attaques aux produits chimiques toxiques, dont duphosphore jaune, contre des civils syriens. L'opération de ces terroristes, vêtus de treillis de l'armée régulière syrienne, vise à diffuser de fausses photos et vidéos en vue d'accuser les forces de l'armée syrienne de ces crimes. C'est exactement ce qu'ils font maintenant en diffusant des photos du petit Omran et d'autres victimes. Ce sont des victimes de leurs acte de terrorisme, dont ils utilisent des photos à des fins de chantage contre le Conseil et l'opinion publique internationale. Ces produits chimiques toxiques sont entreposés dans la décharge publique situées à l'extérieur de la ville de Suraqeb, au nord d'Alep. Le produit toxique se trouve à 20 kilomètres d'Edleb, enfoui 12 mètres sous terre dans un hangar, contenant six barils de ce produit . Le 6 septembre, deux expertes des États-Unis se sont rendues dans le dépôt où se trouve ce phosphore jaune, avant de repartir pour la Turquie.

Voici une preuve à l'intention du Conseil de sécurité, à l'instar des dizaines de lettres que nous avons adressées à cet organe au au sujet des activités terroristes dans mon pays. Ceux qui commettent des crimes de guerre en Syrie sont bien connus. Ce sont ceux qui ont tués plus de 200 civils dans la ville de Manbij, qui ont bombardé une école pour les malentendants à Raqqa et qui ont pris pour cible l'armée syrienne à Deir el-Zor, pour soutenir Daech, et qui fournissent depuis plusieurs années toutes sortes d'appui aux dizaines de milliers de terroristes qui sont arrivés en Syrie depuis plus de 100 pays – d'après les rapports mêmes du Conseil.

Plus que quiconque, mon gouvernement a grand intérêt à mettre fin aux effusions de sang en Syrie, ainsi qu'aux interminables souffrances du peuple syrien. C'est pourquoi nous avions accueilli favorablement l'accord entre les États-Unis et la Fédération de Russie sur la lutte contre les deux groupes terroristes que sont Daech et le Front el-Nosra, ainsi que leurs alliés – en faisant la distinction entre les terroristes du Front el-Nosra et les groupes d'opposition armée « modérée » génétiquement modifiée – et sur une cessation des hostilités d'une semaine. Nous étions déterminés à appliquer l'accord, mais ceux qui se servent des groupes terroristes en Syrie les ont appelés à désavouer l'accord. Plus de 20 groupes terroristes armés l'ont immédiatement rejeté, notamment Ahrar el-Cham, les Bataillons Noureddine Zanki et le Front el-Nosra. Parallèlement à ce désaveu, ils ont pris l'Armée syrienne pour cible le long de la route du Castello, ainsi qu'à diverses autres positions. Ils ont violé l'accord 300 fois avant son expiration, sacrifiant ainsi la vie de 200 civils et de 157 soldats, et faisant des centaines de blessés graves.

Dans une tentative préméditée de saboter et d'enterrer l'accord avant le début de sa mise en oeuvre, les aéronefs militaires de ce qui a été baptisé la coalition internationale, dirigée par les États-Unis, ont bombardé les positions des Forces armées arabes syriennes qui combattent Daech dans la zone du mont Thardeh à Deir el-Zor. Les terroristes ont saisi un convoi d'assistance humanitaire dans la banlieue d'Alep et l'ont incendié. Comme d'habitude, cela a été suivi d'une campagne médiatique et politique mensongère accusant de ce crime l'Armée syrienne et ses alliés. Ce n'était pas la première fois que ces éléments commettaient ce genre de crime odieux. Il est véritablement déplorable que certains membres du Conseil, en plus des hauts esponsables des Nations Unies, y compris le Secrétaire général, continuent d'appeler le Gouvernement syrien et ses alliés à respecter la cessation des hostilités – alors que, sur le terrain, tout indique depuis le début que ces pays soutiennent les groupes terroristes armés, qui n'ont jamais voulu et ne voudront jamais que l'accord porte ses fruits.

Cette situation a été très clairement illustrée par les violations de l'accord qu'ont commises les groupes terroristes armés et la soi-disant coalition internationale. Le pire est que l'ONU a rejeté la responsabilité de sa principale obligation, en faisant une distinction entre le Front el-Nosra et les groupes qu'elle persiste à qualifier de groupes d'opposition armée modérée. Cela a érodé tous les progrès réalisés pendant cinq années pour mettre un terme à la guerre de terreur imposée à notre pays, et cela montre clairement que ceux qui soutiennent le terrorisme n'ont aucune volonté politique de mettre fin aux effusions de sang – comme si l'objectif était de neutraliser les forces syriennes qui combattent le terrorisme, en particulier les Forces aériennes syriennes, plutôt que de trouver une solution à la crise.

Au moment où la guerre terroriste entre dans sa sixième année, l'heure n'est-elle pas venue, pour certains membres du Conseil d'arrêter de se leurrer et et de leurrer l'opinion publique en continuant de protéger et de soutenir ce qu'ils appellent parfois l'opposition armée modérée, et parfois opposition armée modérée et à d'autres groupes non étatiques non armés? Tous ces groupes ne sont que les différentes facettes d'une même pièce – celle du terrorisme –, et leur soutien a eu un effet boomerang, avec l'émergence, dans les capitales de ces États Membres, d'attaques, d'activités terroristes et la propagation d'idéologies extrémistes qui ne sont dues qu'à leurs politiques et pratiques contestables, qu'ils continuent à ce jour de prôner contre mon pays . Y a-t-il quelqu'un dans cette salle qui oserait justifier le soutien apporté par des membres du Conseil pendant quatre ans, à coup de centaines de millions de dollars et de milliers de tonnes d'armes, aux Bataillons Noureddine Zanki, les terroristes qui ont décapité cet enfant palestinien, un acte que le Conseil de sécurité a déploré aujourd'hui? Ce groupe terroriste, dont le nom même prouve qu'il est un agent du régime turc, a révélé au grand jour les campagnes médiatiques politiques et les affirmations visant à le décrire comme un groupe d'opposition modérée quand il a annoncé qu'il opérait sous l'autorité du Front el-Nosra.

Mon pays demeure attaché à son devoir constitutionnel national qui est de lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes.

Certains membres du Conseil et d'autres membres de la communauté internationale doivent maintenant cesser d'exploiter les souffrances du peuple syrien, qu'ils ont créées eux-mêmes par leur soutien militaire, politique et financier aux groupes terroristes armés. La politisation de la crise humanitaire syrienne, qui vise à servir des fins qui n'ont rien d'humanitaire et rien à voir avec les intérêts du peuple syrien, ne peut qu'entraîner sa prolongation de la crise et de la situation désespérée du peuple syrien, ainsi que la prolifération du terrorisme qui menace la paix et la sécurité internationales.

Notre détermination à lutter contre le terrorisme va de pair avec notre volonté de parvenir à une solution politique par le biais de pourparlers entre Syriens, dont les Syriens doivent convenir eux-mêmes afin de décider de l'avenir de leur pays, et ce, sans aucune ingérence étrangère. Les Syriens rejettent totalement les solutions imposées de l'extérieur.

En ce qui concerne les solutions imposées de l'extérieur, elles sont totalement et catégoriquement rejetées par le Gouvernement syrien. À cet égard, je tiens à souligner que toute solution politique ne saurait aboutir que si elle appuie l'appui et les circonstances voulues permettant sa mise en oeuvre au moyen d'efforts visant à combattre le terrorisme et à poursuivre la réconciliation nationale, qui a déjà porté ses fruits dans plusieurs parties du pays.

Enfin, tout le monde doit comprendre que la véritable guerre contre le terrorisme n'a pas encore commencé. La victoire du Gouvernement syrien et de ses alliés est inévitable. Cette victoire figurera dans les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le terrorisme et au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Je voudrais pour finir, dire que les Forces armées syriennes ont largué de l'assistance aux habitants de Deïr el-Zor, la ville qui a été victime du terrorisme de l'EIIL suite au bombardement des camps de l'Armée syrienne qui la protégeait par les Forces aériennes des États-Unis.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. De Mistura pour qu'il réponde aux observations faites par les membres du Conseil.

M. De Mistura (parle en anglais : Je tiens à répondre à une question spécifique, qui a été posée de façon très précise et très claire par l'Ambassadeur de la Fédération de Russie.

Premièrement, je voudrais dire que je m'appuie sur le Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) et la résolution 2254 (2015), tant en ce qui concerne l'ordre du jour que les invitations. J'ai par le passé – et c'est ma réponse – été le témoin de refus de participer à des pourparlers directs de la part du Haut Comité des négociations, qui avait imposé des conditions préalables. J'avais demandé à l'Ambassadeur de la Syrie, qui était également le représentant du Gouvernement syrien à Genève, si la délégation syrienne voulait tenir à ce moment-là des pourparlers directs avec les délégations qui étaient présentes. L'Ambassadeur de la Syrie – et qu'il me corrige si je me trompe – a indiqué qu'il ne voulait pas discuter avec des terroristes ni avec des représentants des terroristes ou des personnes qui participent au terrorisme. Je peux confirmer que je vais envoyer les invitations. De toute évidence, le processus politique ne peut pas être pris en otage par le climat de sécurité.

Dans le même temps, je voudrais rappeler ce qui a été dit à cet égard. En ce jour spécial – je considère

le 9 septembre comme un jour ou plutôt comme un soir spécial –, il y a eu une longue discussion très détaillée entre la Fédération de Russie et les États-Unis. Ce jour-là, j'ai fait une déclaration au nom de l'ONU dans laquelle j'ai dit ce qui suit :

> « L'ONU espère que la mise en œuvre de cet accord facilitera, sans conditions préalables, la reprise des efforts pour parvenir à un règlement du conflit dirigé et contrôlé par les Syriens, comme le demandent le Communiqué de Genève et la résolution 2254 (2015). Je procéderai ensuite à des consultations avec le Secrétaire général et le Groupe international de soutien pour la Syrie en vue de lancer les pourparlers. »

Cela reste l'espoir que je nourris. Je peux donc confirmer que lorsque j'enverrai ces invitations, conformément à la résolution 2254 (2015), je le ferai pour des pourparlers directs.

La Présidente (*parle en anglais*) : Le représentant de la République arabe syrienne a demandé à la parole pour faire une déclaration supplémentaire. Je la lui donne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je voudrais faire une petite précision pour commenter ce que vient de dire l'Envoyé spécial.

À la deuxième Conférence de Vienne, qui préparait à la Conférence de Genève, la Jordanie était chargée de déterminer qui était un terroriste et qui ne l'était pas, et l'Arabie saoudite était chargée de déterminer qui était dans l'opposition et qui ne l'était pas, afin que nous puissions venir à Genève avec ces deux définitions. Ni la Jordanie ni l'Arabie saoudite n'ont établi ces définitions, et la question a de nouveau été renvoyée à la Conférence de Genève. Nous avons constaté que des terroristes avaient été invités à la Conférence de Genève. Ils ont ensuite été exclus, parce que tout le monde avait découvert qu'ils étaient des terroristes.

Par ailleurs, le Gouvernement syrien s'est rendu plusieurs fois à Genève et va y revenir pour participer à un dialogue intra-syrien, pas à un dialogue entre les Syriens et les terroristes, mais à un dialogue intra-syrien, sans ingérence extérieure ni impositions. Par conséquent, nous avons besoin que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie rassemble tous les groupes d'opposition dans une seule délégation, qui viendrait négocier avec la délégation de la République arabe syrienne. Nous ne sommes pas disposés à négocier avec des terroristes, ni avec les centaines de groupes terroristes armés génétiquement modifiés. Nous sommes un gouvernement qui est disposé à négocier avec une délégation unifiée de l'opposition nationale qui désire véritablement un règlement intra-syrien, sans ingérence extérieure.

Nous ne considérons pas que tous les membres de l'opposition sont des terroristes, comme le laisse entendre la déclaration de l'Envoyé spécial. Toutefois, nous souhaiterions négocier avec ceux qui croient en la Syrie et en son avenir, qui croient dans le dialogue intra-syrien, sans être inféodés à des intérêts extérieurs. Je réaffirme que le Gouvernement syrien est prêt à revenir à Genève et à reprendre le dialogue, mais pas avec ceux qui font la sourde oreille, se taisent et ferment les yeux. Nous voulons reprendre le dialogue avec les ressortissants syriens qui, comme nous, croient en notre pays et ne sont pas au service d'un objectif extérieur, ne passent pas leurs journées dans des hôtels cinq étoiles et ne sont pas payés par des gouvernements qui les utilisent pour accomplir leurs basses œuvres.

La séance est levée à 13 h 40.